

## SEANCE DU 30 janvier 2008

*PRESENTS* : M. Stéphane HERBEUVAL, Bourgmestre-Président ;  
Mmes Christine BERGMANN, Carmen RAMLOT, Cécile DUCARME-GILLET, Echevines ;  
MM. Francis SCHMITZ, Josy LEPERE, André BRACKMAN, Patrick SAUSSUS, Christian FERIR,  
Conseillers ;  
M. Yvan LECERF, Président du C.P.A.S. ;  
~~Mme Martine NAHANT, Secrétaire communale.~~  
Mme Isabelle HANIN, Secrétaire communale f.f.

Monsieur le Président ouvre la séance à 20 h 00.

### **1<sup>er</sup> OBJET : Désignation d'un(e) secrétaire communal(e) faisant fonction – Ratification.**

Le Conseil,

Réuni en séance publique,

Vu la délibération du Collège Communal du 29 janvier 2007, chargeant, Madame Isabelle HANIN, née le 04 juillet 1961 à Saint-Mard, domiciliée à 6767 Rouvroy – 6 rue du Pouru Dampicourt, employée administrative D6 à titre définitif, de la fonction de Secrétaire communale, en remplacement de la titulaire, en congé de maladie pour une période indéterminée ;

Considérant que cette décision doit faire l'objet d'une ratification en séance du Conseil communal ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation ;

**RATIFIE**, à l'unanimité,

- la décision du Collège communal du 29 janvier.

### **2<sup>ème</sup> OBJET : a) Prise d'acte de la démission de Monsieur Michel ANDRIANNE de ses fonctions de conseiller communal.**

Vu l'article L 1122-9 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Le Conseil Communal,

**PREND ACTE** de la lettre de démission de Monsieur Michel ANDRIANNE de ses fonctions de conseiller communal à dater du 01 janvier 2008, datée du 27 décembre 2007.

**ACCEPTE** la démission de Monsieur Michel ANDRIANNE de ses fonctions de conseiller communal, à dater de ce jour.

### **2<sup>ème</sup> OBJET : b) Vérification des pouvoirs de Monsieur Christian FERIR, conseiller communal suppléant, installation et prestation de serment.**

Vu l'arrêté du Collège provincial du 09 novembre 2006, validant les opérations électorales du 08 octobre 2006, déclarant 2<sup>ème</sup> conseiller communal suppléant, liste 8 E.C. (Entente communale) : Monsieur FERIR Christian ;

Attendu que les pouvoirs de Monsieur Christian FERIR, conseiller communal suppléant, ont été vérifiés par le service population de la Commune ;

Considérant qu'à la date de ce jour, Monsieur Christian FERIR, présent ce jour :

- continue de remplir toutes les conditions d'éligibilité prévues aux articles L4121-1 et L4142-1, § 1<sup>er</sup> du CDLD, à savoir les conditions de nationalité belge ou européenne, d'âge de 18 ans et d'inscription au registre de population de la commune ;
- n'a pas été privé du droit d'éligibilité selon les catégories prévues à l'article L4142, § 2 du CDLD ;
- ne tombe pas dans un des cas d'incompatibilité prévus aux articles L1125-1 et L1125-3 du CDLD ;

Considérant dès lors que rien ne s'oppose à la validation de ses pouvoirs ;

Monsieur le Président

**DECLARE** que :

Les pouvoirs de Monsieur Christian FERIR, conseiller communal suppléant, présent ce jour, sont validés.

PRESTATION DE SERMENT D'UN CONSEILLER COMMUNAL.

Monsieur Stéphane, Jean, Cyrille HERBEUVAL, Président, invite Monsieur Christian, Octave FERIR, conseiller communal suppléant, à prêter entre ses mains et en séance publique le serment prévu à l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et dont le texte suit : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Monsieur Christian, Octave FERIR prête le serment : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Signature :

|                |  |
|----------------|--|
| (s) C. FERIR : |  |
|----------------|--|

(s) S. HERBEUVAL

Le précité est déclaré installé dans sa fonction.

**2<sup>ème</sup> OBJET : b) Déclaration d'apparement : FERIR Christian, conseiller communal.**

Le Conseil Communal,

Vu le décret du 05 décembre 1996, modifié par le décret wallon du 19 juillet 2006 ;

Vu l'application de ces décrets pour la représentation de notre commune dans les Intercommunales auxquelles elle est associée ;

Vu l'article L 1523-15, § 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation qui institue que chacun des conseillers communaux a la possibilité de s'apparenter individuellement à l'une ou l'autre liste nationale ou de se regrouper avec une autre, cela dans le cadre de la représentation politique du Conseil d'Administration des Intercommunales ;

Considérant qu'à la Commune de ROUVROY, tous les conseillers communaux ont été élus sur des listes ne possédant pas un numéro dit « national » ;

Vu la déclaration individuelle d'apparement de Monsieur Christian FERIR, conseiller communal, valablement transmise au Conseil Communal ;

**PREND ACTE** de la déclaration d'apparement de Monsieur Christian FERIR, conseiller communal, au Parti socialiste (PS).

Copie de la présente délibération sera transmise :

- aux intercommunales auxquelles la Commune est associée ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministère régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions.

**3<sup>ème</sup> OBJET : a) Modification budgétaire n° 2 ordinaire du C.P.A.S., exercice 2007 :  
R. et D. : 517.085,07 euros.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE**, comme suit, la modification budgétaire n° 2 ordinaire arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale le 05 novembre 2007 :

Modification budgétaire n° 2 à l'ordinaire

|                                | Recettes   | Dépenses   | Solde       |
|--------------------------------|------------|------------|-------------|
| Budget Initial/M.B. précédente | 495.176,98 | 495.176,98 |             |
| Augmentation                   | 27.432,10  | 42.329,89  | - 14.897,79 |
| Diminution                     | 5.524,01   | 20.421,80  | 14.897,79   |
| Résultat                       | 517.085,07 | 517.085,07 |             |

Le montant de l'intervention communale (181.252,07 euros) n'est pas modifié.

**3<sup>ème</sup> OBJET : b) Modification budgétaire n° 1 extraordinaire du C.P.A.S., exercice 2007 :  
R. et D. : 7.673,10 euros.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE**, comme suit, la modification budgétaire n° 1 extraordinaire arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale le 05 novembre 2007 :

Modification budgétaire n° 1 à l'extraordinaire

|                                | Recettes | Dépenses | Solde |
|--------------------------------|----------|----------|-------|
| Budget Initial/M.B. précédente |          |          |       |
| Augmentation                   | 7.673,10 | 7.673,10 | ,00   |
| Diminution                     |          |          |       |
| Résultat                       | 7.673,10 | 7.673,10 |       |

**4<sup>ème</sup> OBJET : Budget C.P.A.S., exercice 2008 :  
R. et D. : 450.750,76 euros ; I.C. : 170.042,85 euros.**

Entendu la présentation par Monsieur Yvan LECERF, Président du C.P.A.S., du budget C.P.A.S. exercice 2008, et ayant reçu toutes les informations et explications utiles ;

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE**, le budget C.P.A.S. exercice 2008, aux chiffres arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale le 03 décembre 2007, lequel se résume comme suit :

A l'ordinaire :

Dépenses : 450.750,76 euros

Recettes : 450.750,76 euros

Intervention communale : 170.042,85 euros

Au niveau du budget extraordinaire, aucune dépense n'est prévue à ce jour, aucun budget extraordinaire n'est défini pour 2008. Pas de rapport d'économie d'échelle.

Monsieur Yvan LECERF, Président du C.P.A.S., quitte la séance.

**5<sup>ème</sup> OBJET : Communication sur les marchés publics en vertu de l'article 24 du décret du Ministère de la Région wallonne du 08 décembre 2005.**

La communication suivante sur les marchés publics est faite au Conseil Communal, ceci en vertu de l'article 24 du décret du Ministère de la Région wallonne du 08 décembre 2005 :

| Intitulé du marché  | Estimation                       | Adjudicataire                                       | Date d'attribution | Montant  |
|---|----------------------------------|---|--------------------|--|
| Travaux de réparation de la fissure à la remise du jardin, maison Rue du Mersan 4 à 6767 HARNONCOURT.   | /                                | <b>B.R.G. S.A. à 6760 RUETTE</b>                    | 17/10/2007         | <b>901 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 124/125-06   |
| Implantation d'un local technique V.D.S.L., Rue de l'Anglissant à Lamorteau : acquisition d'une partie de terrain (+/- 52 m <sup>2</sup> ) de la parcelle cadastrée ROUVROY-3 <sup>ème</sup> division-Lamorteau, Au Regnier, section C n° 670 d (1 a 29 ca) appartenant à M. et Mme VOUEL : établissement du procès-verbal de bornage et du plan de division parcellaire. | /                                | <b>Etienne MARBEHANT à 6740 ETALLE</b>              | 31/10/2007         | <b>348,48 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 124/122/01  |
| Achat de cendriers extérieurs.  | /                                | <b>ELOY ET FILS S.A. à 4140 SPRIMONT</b>            | 07/11/2007         | <b>1.583,65 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 762/742-98  |
| Etablissement d'un plan communal d'urgence et d'intervention  | /                                | <b>FIRESECURIT à 6762 SAINT-MARD</b>                | 28/11/2007         | <b>8.702,32 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 360/733-60  |
| Achat de panneaux d'exposition.   | /                                | <b>EXPOMOBILE à 4910 HAUTREGARD</b>                 | 28/11/2007         | <b>4.233,79 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 762/744-51  |
| Aménagement d'une place de convivialité à Lamorteau : coordination sécurité/santé projet et réalisation.  | /                                | <b>SIXCO sarl à 6852 OPONT</b>                      | 05/12/2007         | <b>Honoraires : 0,473 % du décompte final (révision comprise).</b><br>Art. 421/73101-60                    |
| Création d'une crèche au rez-de-chaussée et de 2 logements à l'étage dans l'immeuble sis Rue du 8 Septembre 24 à 6767 DAMPICOURT : coordination sécurité/santé projet et réalisation  | /                                | <b>GENIE TEC BELGIUM à 5004 NAMUR</b>               | 05/12/2007         | <b>Honoraires : 0,34 % du montant des travaux H.T.V.A.</b><br>Art. 835/723-60                              |
| Création du lotissement artisanal sur le site de l'ancienne gare de Lamorteau : coordination sécurité/santé projet et réalisation   | /                                | <b>GENIE TEC BELGIUM à 5004 NAMUR</b>               | 05/12/2007         | <b>Honoraires : 0,29 % du montant des travaux H.T.V.A.</b><br>Art. 421/73206-60<br>Art. 874/73206-60       |
| Travaux de toiture à la remise du jardin, maison Rue du Mersan 4 à 6767 HARNONCOURT.  | /                                | <b>S.P.R.L. GRANDJEAN Philippe à 6767 LAMORTEAU</b> | 19/12/2007         | <b>3.238,51 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 124/125-06  |
| Travaux de rénovation à l'ancien presbytère de Montquintin, Rue du Château-Fort 2 :<br>- réfection des joints détériorés, nettoyage à haute pression et hydrofuge sur la façade en pierre arrière ;<br>- ragréage du mur (plâtrage) après dépiquetage.  | /                                | <b>S.P.R.L. Benoît SAINTMARD à 6767 HARNONCOURT</b> | 19/12/2007         | <b>1.208,40 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 124/125-06<br><br><b>1.398,14 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 124/125-06 |
| Travaux d'extension de la conduite mère de la distribution d'eau Rue Sainte-Anne à Dampicourt.  | /                                | <b>S.A. TRAGESOM à 6760 RUETTE</b>                  | 09/01/2008         | <b>12.095 euros H.T.V.A.</b><br>Art. 874/73202-60  |
| Entretien ordinaire de la voirie – année 2007.  | <b>290.519,19 euros T.V.A.C.</b> | <b>S.A. TRAGESOM à 6760 RUETTE</b>                  | 16/01/2008         | <b>284.578,69 euros T.V.A.C.</b><br>Art. 421/140-06  |

**6<sup>ème</sup> OBJET : Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la Commune de ROUVROY pour l'année 2007.**

Madame Carmen RAMLOT, Echevine des Finances, présente le rapport sur l'administration et la situation des affaires de la Commune de ROUVROY pour l'année 2007, arrêté par le Collège Communal en séance du 16 janvier 2008.

## **7<sup>ème</sup> OBJET : Budget communal pour l'exercice 2008.**

Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, explique que le budget initial est modifié suite à l'augmentation des dépenses de 40.000 euros destinée à équilibrer le budget extraordinaire, suite à l'ajout du point mis en urgence (26<sup>ème</sup> OBJET)/40.000 euros à l'article 877/73205-60 (travaux d'égouttage).

Monsieur A. BRACKMAN, Conseiller Communal, demande d'augmenter les subventions aux groupements les moins aidés à 100 euros.

Vu l'article L 1122-26 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Le Conseil Communal, par 6 voix pour,  
1 voix contre (A. BRACKMAN),  
2 abstentions (F. SCHMITZ, J. LEPERE),

### **APPROUVE,**

Le budget communal ordinaire, pour l'année 2008, aux montants ci-après :

Recettes ordinaires : 9.357.615,07 euros

Dépenses ordinaires : 9.285.227,80 euros

Boni : 72.387,27 euros

### **Tableau Récapitulatif Budget Ordinaire - Dépenses 2008**

| Fonctions                                  | Personnel<br>000/70 | Fonctionnement<br>000/71 | Transferts<br>000/72 | Dette<br>000/7x | Total<br>000/73 | Prélèvements<br>000/78 | Total<br>000/75 |
|--|---------------------|--------------------------|----------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| 000 Divers                                 | 0                   | 0                        | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 009 Recettes & dépenses générales          | 0                   | 20,00                    | 184,00               | 0               | 204,00          | 0                      | 204,00          |
| 019 Dette générale                         | 0                   | 0                        | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 029 Fonds                                  | 0                   | 0                        | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 049 Impôts et Redevances                   | 0                   | 0                        | 3570,00              | 0               | 3570,00         | 0                      | 3570,00         |
| 059 Assurances                             | 14850,00            | 16700,00                 | 0                    | 0               | 31550,00        | 0                      | 31550,00        |
| 123 Administration générales               | 345032,29           | 143897,00                | 57562,54             | 0               | 546491,83       | 0                      | 546491,83       |
| 129 Patrimoine privé                       | 0                   | 33300,00                 | 2050,00              | 0               | 35350,00        | 0                      | 35350,00        |
| 139 Services généraux                      | 21707,00            | 0                        | 998,58               | 0               | 22705,58        | 0                      | 22705,58        |
| 149 Calamités                              | 0                   | 0                        | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 159 Relations avec l'étranger              | 0                   | 0                        | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 169 Aide aux pays en voie de Développement | 0                   | 0                        | 100,00               | 0               | 100,00          | 0                      | 100,00          |
| 369 Pompiers                               | 0                   | 13750,00                 | 90000,00             | 0               | 103750,00       | 0                      | 103750,00       |
| 399 Justice-Police                         | 0                   | 6500,00                  | 171244,52            | 0               | 177744,52       | 0                      | 177744,52       |
| 499 Communic.-Voirie-Cours d'eau           | 291003,67           | 747340,00                | 2169,00              | 0               | 1040512,67      | 0                      | 1040512,67      |
| 599 Commerce-Industrie                     | 0                   | 4300,00                  | 39285,00             | 0               | 43585,00        | 0                      | 43585,00        |
| 699 Agriculture                            | 81765,27            | 40371,00                 | 13725,00             | 0               | 135861,27       | 0                      | 135861,27       |
| 729<br>Ens.gard(721),Ens.prim(722)         | 411916,88           | 137160,93                | 8520,00              | 17851,15        | 575448,96       | 0                      | 575448,96       |
| 739 Ens.sec(731),art(734),tech(735)        | 0                   | 0                        | 9500,00              | 0               | 9500,00         | 0                      | 9500,00         |
| 749 Enseignement supérieur                 | 0                   | 0                        | 13000,00             | 0               | 13000,00        | 0                      | 13000,00        |
| 759 Enseignement pour handicapés           | 0                   | 0                        | 1000,00              | 0               | 1000,00         | 0                      | 1000,00         |
| 767 Bibliothèques publiques                | 4374,56             | 24100,00                 | 43500,00             | 0               | 71974,56        | 0                      | 71974,56        |
| 789 Education Popul. Et Arts               | 61623,30            | 88445,00                 | 32116,45             | 3500,00         | 185684,75       | 0                      | 185684,75       |
| 799 Cultes                                 | 0                   | 6500,00                  | 30379,61             | 0               | 36879,61        | 0                      | 36879,61        |
| 839 Sécurité et Assist.sociale             | 0                   | 13900,00                 | 194132,85            | 0               | 208032,85       | 0                      | 208032,85       |
| 849 Aide sociale et familiale              | 0                   | 0                        | 16075,00             | 0               | 16075,00        | 0                      | 16075,00        |
| 859 Emploi                                 | 0                   | 0                        | 2290,76              | 0               | 2290,76         | 0                      | 2290,76         |
| 872 Institutions de soins                  | 0                   | 0                        | 11785,00             | 0               | 11785,00        | 0                      | 11785,00        |

|  |                   |                   |                  |                 |                       |   |                   |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|-----------------------|---|-------------------|
| 874 Alimentation-Eau                             | 0                 | 158950,00         | 4950,00          | 0               | 163900,00             | 0 | 163900,00         |
| 876 Désinfect.-Nett.Immond.                      | 0                 | 123350,00         | 7000,00          | 0               | 130350,00             | 0 | 130350,00         |
| 877 Eaux usées                                   | 0                 | 12000,00          | 4000,00          | 0               | 16000,00              | 0 | 16000,00          |
| 879 Cimetières-<br>Protec.environ.               | 0                 | 12520,00          | 250,00           | 0               | 12770,00              | 0 | 12770,00          |
| 939 Logement-Urbanisme                           | 0                 | 4570,00           | 43000,00         | 0               | 47570,00              | 0 | 47570,00          |
| 999 Total exercice propre                        | 0                 | 0                 | 0                | 0               | 0                     | 0 | 0                 |
| <b>Total</b>                                     | <b>1232272,97</b> | <b>1587673,93</b> | <b>802388,31</b> | <b>21351,15</b> | <b>3643686,36</b>     |   | <b>3643686,36</b> |
| Balances exercice propre                         |                   |                   |                  |                 | Déficit               | 0 |                   |
| Exercices antérieurs                             |                   |                   |                  |                 | Dépenses<br>Ordinaire |   | 5487,66           |
|  |                   |                   |                  |                 | Déficit               | 0 |                   |
| Totaux exercice<br>propre+exercice<br>antérieurs |                   |                   |                  |                 | Dépenses<br>Ordinaire |   | 3649174,02        |
| 069 Prélèvements                                 |                   |                   |                  |                 |                       |   | 5636053,78        |
| <b>Total<br/>général</b>                         |                   |                   |                  |                 |                       |   | <b>9285227,80</b> |
| Résultat général                                 |                   |                   |                  |                 | Mali                  | 0 |                   |

### Tableau Récapitulatif Budget Ordinaire - Recettes 2008

| Fonctions                                     | Prestations<br>000/60 | Transferts<br>000/61 | Dette<br>000/62 | Total<br>000/63 | Prélèvements<br>000/68 | Total<br>000/65 |
|---|-----------------------|----------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| 000 Divers                                    | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 009 Recettes & dépenses générales             | 0                     | 62498,20             | 250000,00       | 312498,20       | 0                      | 312498,20       |
| 019 Dette générale                            | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 029 Fonds                                     | 0                     | 1313781,55           | 0               | 1313781,55      | 0                      | 1313781,55      |
| 049 Impôts et Redevances                      | 0                     | 2258282,11           | 0               | 2258282,11      | 0                      | 2258282,11      |
| 059 Assurances                                | 3250,00               | 3000,00              | 0               | 6250,00         | 0                      | 6250,00         |
| 123 Administration générale                   | 20,08                 | 6708,12              | 0               | 6728,20         | 0                      | 6728,20         |
| 129 Patrimoine privé                          | 7348,16               | 0                    | 11135,00        | 18483,16        | 0                      | 18483,16        |
| 139 Services généraux                         | 0                     | 3800,00              | 0               | 3800,00         | 0                      | 3800,00         |
| 149 Calamités                                 | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 159 Relations avec l'étranger                 | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 169 Aide aux pays en voie de<br>Développement | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 369 Pompiers                                  | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 399 Justice-Police                            | 7296,85               | 0                    | 0               | 7296,85         | 0                      | 7296,85         |
| 499 Commun.-Voirie-Cours d'eau                | 1140,00               | 39020,48             | 0               | 40160,48        | 0                      | 40160,48        |
| 599 Commerce-Industrie                        | 0                     | 0                    | 23380,00        | 23380,00        | 0                      | 23380,00        |
| 699 Agriculture                               | 100911,70             | 0                    | 0               | 100911,70       | 0                      | 100911,70       |
| 729<br>Ens.gard(721),Ens.prim(722)            | 3250,00               | 420714,84            | 0               | 423964,84       | 0                      | 423964,84       |
| 739 Ens.sec(731),art(734),tech(735)           | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 749 Enseignement supérieur                    | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 759 Enseignement pour handicapés              | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 767 Bibliothèques publiques                   | 0                     | 22000,00             | 0               | 22000,00        | 0                      | 22000,00        |
| 789 Education Popul. Et Arts                  | 7790,00               | 0                    | 0               | 7790,00         | 0                      | 7790,00         |
| 799 Cultes                                    | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0,00            |
| 839 Sécurité et Assist.sociale                | 0                     | 1125,00              | 18000,00        | 19125,00        | 0                      | 19125,00        |
| 849 Aide sociale et familiale                 | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 859 Emploi                                    | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 872 Institutions de soins                     | 0                     | 0                    | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 874 Alimentation-Eau                          | 221000,00             | 0                    | 0               | 221000,00       | 0                      | 221000,00       |

|  |                  |                   |                  |                   |            |                   |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------|-------------------|
| 876 Désinfect.-Nett.Immond.                      | 450,00           | 0                 | 0                | 450,00            | 0          | 450,00            |
| 877 Eaux usées                                   | 0                | 0                 | 0                | 0                 | 0          | 0                 |
| 879 Cimetières-<br>Protec.environ.               | 275,00           | 0                 | 0                | 275,00            | 0          | 275,00            |
| 939 Logement-Urbanisme                           | 5262,48          | 0                 | 619,78           | 5882,26           | 0          | 5882,26           |
| 999 Total exercice propre                        | 0                | 0                 | 0                | 0                 | 0          | 0                 |
| <b>Total</b>                                     | <b>357994,27</b> | <b>4130930,30</b> | <b>303134,78</b> | <b>4792059,35</b> |            | <b>4792059,35</b> |
| Balances exercice propre                         |                  |                   |                  | Excédent          | 1148372,99 |                   |
| Exercices antérieurs                             |                  |                   |                  | Recettes          |            | 2565555,72        |
|  |                  |                   |                  | Ordinaire         |            |                   |
|  |                  |                   |                  | Excédent          | 2560068,06 |                   |
| Totaux exercice<br>propre+exercice<br>antérieurs |                  |                   |                  | Recettes          |            | 7357615,07        |
|  |                  |                   |                  | Ordinaire         |            |                   |
| 069 Prélèvements                                 |                  |                   |                  |                   |            | 2000000,00        |
| <b>Total<br/>général</b>                         |                  |                   |                  |                   |            | <b>9357615,07</b> |
| Résultat général                                 |                  |                   |                  | Boni              | 72387,27   |                   |

**APPROUVE**, par 6 voix pour,

1 voix contre (A. BRACKMAN : « dépenses trop élevées »),  
2 abstentions (F. SCHMITZ, J. LEPERE),

Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, explique que les recettes et dépenses sont augmentées de 40.000 euros pour le point mis en urgence (26<sup>ème</sup> OBJET), article 877/73205-60.

Le budget communal extraordinaire, pour l'année 2008, aux montants ci-après :

Recettes extraordinaires : 13.981.197,75 euros

Dépenses extraordinaires : 13.981.197,75 euros.

**Tableau Récapitulatif Budget Extraordinaire -  
Dépenses 2008**

| Fonctions                                     | Transferts<br>000/90 | Investissement<br>000/91 | Dette<br>000/92 | Total<br>000/93 | Prélèvements<br>000/98 | Total<br>000/95 |
|---|----------------------|--------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| 000 Divers                                    | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 009 Recettes & dépenses générales             | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 019 Dette générale                            | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 029 Fonds                                     | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 049 Impôts et Redevances                      | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 059 Assurances                                | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 123 Administration générale                   | 0                    | 25000,00                 | 0               | 25000,00        | 0                      | 25000,00        |
| 129 Patrimoine privé                          | 0                    | 224500,00                | 0               | 224500,00       | 0                      | 224500,00       |
| 139 Services généraux                         | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 149 Calamités                                 | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 159 Relations avec l'étranger                 | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 169 Aide aux pays en voie de<br>Développement | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 369 Pompiers                                  | 0                    | 1000,00                  | 0               | 1000,00         | 0                      | 1000,00         |
| 399 Justice-Police                            | 0                    | 12000,00                 | 0               | 12000,00        | 0                      | 12000,00        |
| 499 Commun.-Voirie-Cours d'eau                | 0                    | 1586000,00               | 0               | 1586000,00      | 0                      | 1586000,00      |
| 599 Commerce-Industrie                        | 0                    | 182000,00                | 0               | 182000,00       | 0                      | 182000,00       |
| 699 Agriculture                               | 0                    | 27500,00                 | 0               | 27500,00        | 0                      | 27500,00        |
| 729<br>Ens.gard(721),Ens.prim(722)            | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 739 Ens.sec(731),art(734),tech(735)           | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 749 Enseignement supérieur                    | 0                    | 0                        | 0               | 0               | 0                      | 0               |

|  |                 |                    |   |                            |             |                    |
|--|-----------------|--------------------|---|----------------------------|-------------|--------------------|
| 759 Enseignement pour handicapés                 | 0               | 0                  | 0 | 0                          | 0           | 0                  |
| 767 Bibliothèques publiques                      | 0               | 35000,00           | 0 | 35000,00                   | 0           | 35000,00           |
| 789 Education Popul. Et Arts                     | 0               | 10133000,00        | 0 | 10133000,00                | 0           | 10133000,00        |
| 799 Cultes                                       | 0               | 73000,00           | 0 | 73000,00                   | 0           | 73000,00           |
| 839 Sécurité et Assist.sociale                   | 0               | 355000,00          | 0 | 355000,00                  | 0           | 355000,00          |
| 849 Aide sociale et familiale                    | 25000,00        | 0                  | 0 | 25000,00                   | 0           | 25000,00           |
| 859 Emploi                                       | 0               | 0                  | 0 | 0                          | 0           | 0                  |
| 872 Institutions de soins                        | 0               | 0                  | 0 | 0                          | 0           | 0                  |
| 874 Alimentation-Eau                             | 0               | 459000,00          | 0 | 459000,00                  | 0           | 459000,00          |
| 876 Désinfect.-Nett.Immond.                      | 0               | 2500,00            | 0 | 2500,00                    | 0           | 2500,00            |
| 877 Eaux usées                                   | 0               | 262500,00          | 0 | 262500,00                  | 0           | 262500,00          |
| 879 Cimetières-<br>Protec.environ.               | 0               | 50000,00           | 0 | 50000,00                   | 0           | 50000,00           |
| 939 Logement-Urbanisme                           | 0               | 328000,00          | 0 | 328000,00                  | 0           | 328000,00          |
| 999 Total exercice propre                        | 0               | 0                  | 0 | 0                          | 0           | 0                  |
| <b>Total</b>                                     | <b>25000,00</b> | <b>13756000,00</b> |   | <b>13781000,00</b>         |             | <b>13781000,00</b> |
| Balances exercice propre                         |                 |                    |   | Déficit                    | 10054000,00 |                    |
| Exercices antérieurs                             |                 |                    |   | Dépenses<br>Extraordinaire |             | 200197,75          |
|  |                 |                    |   | Déficit                    | 200197,75   |                    |
| Totaux exercice<br>propre+exercice<br>antérieurs |                 |                    |   | Dépenses<br>Extraordinaire |             | 13981197,75        |
| 069 Prélèvements                                 |                 |                    |   |                            |             | 0                  |
| <b>Total<br/>général</b>                         |                 |                    |   |                            |             | <b>13981197,75</b> |
| Résultat général                                 |                 |                    |   | Mali                       | 0           |                    |

### Tableau Récapitulatif Budget Extraordinaire - Recettes 2008

| Fonctions                                     | Transferts<br>000/80 | Investissements<br>000/81 | Dette<br>000/82 | Total<br>000/83 | Prélèvements<br>000/88 | Total<br>000/85 |
|---|----------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| 000 Divers                                    | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 009 Recettes & dépenses générales             | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 019 Dette générale                            | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 029 Fonds                                     | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 049 Impôts et Redevances                      | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 059 Assurances                                | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 123 Administration générales                  | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 129 Patrimoine privé                          | 40000,00             | 0                         | 0               | 40000,00        | 0                      | 40000,00        |
| 139 Services généraux                         | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 149 Calamités                                 | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 159 Relations avec l'étranger                 | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 169 Aide aux pays en voie de<br>Développement | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 369 Pompiers                                  | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 399 Justice-Police                            | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 499 Communic.-Voirie-Cours d'eau              | 350000,00            | 0                         | 0               | 350000,00       | 0                      | 350000,00       |
| 599 Commerce-Industrie                        | 75000,00             | 0                         | 0               | 75000,00        | 0                      | 75000,00        |
| 699 Agriculture                               | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 729<br>Ens.gard(721),Ens.prim(722)            | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 739 Ens.sec(731),art(734),tech(735)           | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 749 Enseignement supérieur                    | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 759 Enseignement pour handicapés              | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |
| 767 Bibliothèques publiques                   | 0                    | 0                         | 0               | 0               | 0                      | 0               |

|  |                   |   |                   |                            |   |                   |
|--|-------------------|---|-------------------|----------------------------|---|-------------------|
| 789 Education Popul. Et Arts                     | 940000,00         | 0 | 2000000,00        | 2940000,00                 | 0 | 2940000,00        |
| 799 Cultes                                       | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 839 Sécurité et Assist.sociale                   | 142000,00         | 0 | 0                 | 142000,00                  | 0 | 142000,00         |
| 849 Aide sociale et familiale                    | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 859 Emploi                                       | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 872 Institutions de soins                        | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 874 Alimentation-Eau                             | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 876 Désinfect.-Nett.Immond.                      | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 877 Eaux usées                                   | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 879 Cimetières-<br>Protec.environ.               | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| 939 Logement-Urbanisme                           | 180000,00         | 0 | 0                 | 180000,00                  | 0 | 180000,00         |
| 999 Total exercice propre                        | 0                 | 0 | 0                 | 0                          | 0 | 0                 |
| <b>Total</b>                                     | <b>1727000,00</b> |   | <b>2000000,00</b> | <b>3727000,00</b>          |   | <b>3727000,00</b> |
| Balances exercice propre                         |                   |   |                   | Excédent                   | 0 |                   |
| Exercices antérieurs                             |                   |   |                   | Recettes<br>Extraordinaire |   | 0                 |
|  |                   |   |                   | Excédent                   | 0 |                   |
| Totaux exercice<br>propre+exercice<br>antérieurs |                   |   |                   | Recettes<br>Extraordinaire |   | 3727000,00        |
| 069 Prélèvements                                 |                   |   |                   |                            |   | 10254197,75       |
| Total<br>général                                 |                   |   |                   |                            |   | 13981197,75       |
| Résultat général                                 |                   |   |                   | Boni                       | 0 |                   |

**8<sup>ème</sup> OBJET : Communication du rapport de visite de contrôle du receveur régional, effectuée le 19 novembre 2007 par le Commissaire d'Arrondissement.**

Communication est donnée au Conseil Communal du rapport de visite de contrôle du receveur régional, Chantal SCHOCKERT, effectuée le 19 novembre 2007 par Monsieur Xavier BOSSU, Commissaire d'Arrondissement, transmis le 27 novembre 2007 par la Province de Luxembourg, Monsieur Bernard CAPRASSE, Gouverneur, Palais Provincial, Place Léopold 1 à 6700 ARLON.

| LIBELLE   |   | TOTAUX         |                | SOLDES        |               |
|---|---|----------------|----------------|---------------|---------------|
| Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047<br>SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007 |   |                |                |               |               |
| A. Balance de synthèse des comptes généraux   |   |                |                |               |               |
| A.1. Compte de bilan  |   |                |                |               |               |
| Actif   | Classe 2                                | 37.466.044,51  | 11.530.920,81  | 25.935.123,70 |               |
|   | Classe 3                                | ,00            | ,00            |               |               |
|   | Classe 4                                | 5.268.008,72   | 4.886.586,15   | 381.422,57    |               |
|   | Classe 5                                | 756.177.812,58 | 744.293.254,95 | 11.884.557,63 |               |
| Passif  | Classe 1                                | 4.521.946,32   | 40.949.724,10  |               | 36.427.777,78 |
|   | Classe 4                                | 3.947.649,19   | 4.820.529,91   |               | 872.880,72    |
| A.1.  | Total des comptes de bilan              | 807.381.461,32 | 806.481.015,92 | 38.201.103,90 | 37.300.658,50 |
| A.1.'   | Solde global des comptes de bilan       |                |                | 900.445,40    |               |
| A.2. Compte de résultats  |   |                |                |               |               |
| Charges   | Classe 6                                | 2.009.677,54   | 43.590,66      | 1.966.086,88  |               |
| Produits  | Classe 7                                | 814.633,67     | 3.681.165,95   |               | 2.866.532,28  |
| A.2.  | Total des comptes de résultats          | 2.824.311,21   | 3.724.756,61   | 1.966.086,88  | 2.866.532,28  |
| A.2'  | Solde global des comptes de résultats   |                |                |               | 900.445,40    |
| A.3.  | Total général de la balance de synthèse | 810.205.772,53 | 810.205.772,53 | 40.167.190,78 | 40.167.190,78 |

| LIBELLE   |       | COMPTE GENERAL | TOTAUX |                | SOLDES     |            |
|---|-------|----------------|--------|----------------|------------|------------|
|   |       |                | DEBITS | CREDITS        | DEBITEURS  | CREDITEURS |
| Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047<br>SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007 |       |                |        |                |            |            |
| B. Détail des comptes généraux de la classe 5   |       |                |        |                |            |            |
| B.1. Comptes financiers   |       |                |        |                |            |            |
| Dexia : Comptes courants  | 55001 | 187.429.232,21 |        | 186.742.968,22 | 686.263,99 |            |
| Comptes d'ouverture de crédit   | 55006 | ,00            |        | ,00            |            |            |
| Comptes à vue particuliers  | 55010 | ,00            |        | ,00            |            |            |
| Comptes emprunts/subsides   | 55018 | 17.049,38      |        | ,00            | 17.049,38  |            |

|   |       |                |                |              |     |
|---|-------|----------------|----------------|--------------|-----|
| Comptes reliquats d'emprunts              | 55030 | ,00            | ,00            |              |     |
| Comptes d'esc. de subsides                | 55050 | ,00            | ,00            |              |     |
| Comptes capit. ch. emprunts               | 55070 | ,00            | ,00            |              |     |
| Banque nationale : Comptes courants       | 55101 | ,00            | ,00            |              |     |
| Fortis : Comptes courants                 | 55201 | ,00            | ,00            |              |     |
| Ouverture de crédit sur emprunts          | 55206 | ,00            | ,00            |              |     |
| Comptes en agence                         | 55210 | ,00            | ,00            |              |     |
| Placements : Comptes de placements        | 55300 | 193.070.000,00 | 190.470.000,00 | 2.600.000,00 |     |
| Autres banques : Comptes courants         | 55501 | ,00            | ,00            |              |     |
| La Poste : Comptes courants               | 55600 | ,00            | ,00            |              |     |
| Caisse : Avoir en espèces                 | 55700 | 10.278,87      | 9.907,03       | 371,84       |     |
| B.1. Total des comptes financiers         |       | 380.526.560,46 | 377.222.875,25 | 3.303.685,21 | ,00 |
| B.1.' Solde global des comptes financiers |       |                |                | 3.303.685,21 |     |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

B. Détail des comptes généraux de la classe 5

| LIBELLE                                  | COMPTE GENERAL | TOTAUX         |                | SOLDES       |            |
|--|----------------|----------------|----------------|--------------|------------|
|  |                | DEBITS         | CREDITS        | DEBITEURS    | CREDITEURS |
| B.2. Comptes financiers internes         |                |                |                |              |            |
| Dexia : Compte avec avances sur emprunts | 55005          | ,00            | ,00            |              |            |
| Virements internes                       | 56000          | 372.555.197,87 | 363.955.135,29 | 8.600.062,58 |            |
| Dexia : Comptes courants                 | 58001          | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |              | 19.190,16  |
| Comptes d'ouverture de crédit            | 58006          | ,00            | ,00            |              |            |
| Comptes à vue particuliers               | 58010          | ,00            | ,00            |              |            |
| Comptes emprunts/subsides                | 58018          | ,00            | ,00            |              |            |
| Comptes reliquats d'emprunts             | 58030          | ,00            | ,00            |              |            |
| Comptes d'esc. de subsides               | 58050          | ,00            | ,00            |              |            |
| Banque nationale : Comptes courants      | 58101          | ,00            | ,00            |              |            |
| Fortis : Comptes courants                | 58201          | ,00            | ,00            |              |            |
| Ouverture de crédit sur emprunts         | 58206          | ,00            | ,00            |              |            |

|  |       |                |                |              |           |
|--|-------|----------------|----------------|--------------|-----------|
| Comptes en agence                                  | 58210 | ,00            | ,00            |              |           |
| Placements : Comptes de placements                 | 58300 | ,00            | ,00            |              |           |
| Autres banques : Comptes courants                  | 58501 | ,00            | ,00            |              |           |
| La Poste : Comptes courants                        | 58600 | ,00            | ,00            |              |           |
| Sous total des paiements en cours                  | 58xxx | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |              | 19.190,16 |
| B.2. Total des comptes financiers internes         |       | 375.651.252,12 | 367.070.379,70 | 8.600.062,58 | 19.190,16 |
| B.2.' Solde global des comptes financiers internes |       |                |                | 8.580.872,42 |           |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

B. Détail des comptes généraux de la classe 5

| LIBELLE  | COMPTE GENERAL | TOTAUX         |                | SOLDES        |            |
|--|----------------|----------------|----------------|---------------|------------|
|  |                | DEBITS         | CREDITS        | DEBITEURS     | CREDITEURS |
| B.3. Récapitulation des comptes de la classe 5 |                |                |                |               |            |
| Total B.1. : Comptes financiers                | 55xxx          | 380.526.560,46 | 377.222.875,25 | 3.303.685,21  |            |
|  | 55005          | ,00            | ,00            |               |            |
|  | 56000          | 372.555.197,87 | 363.955.135,29 | 8.600.062,58  |            |
|  | 58xxx          | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |               | 19.190,16  |
| Total B.2. : Comptes financiers internes       |                | 375.651.252,12 | 367.070.379,70 | 8.600.062,58  | 19.190,16  |
| B.3. Total général des comptes de la classe 5  |                | 756.177.812,58 | 744.293.254,95 | 11.903.747,79 | 19.190,16  |
| B.3.' Solde global des comptes de la classe 5  |                |                |                | 11.884.557,63 |            |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

C. Détail des comptes particuliers de la classe 5

| LIBELLE                                 | COMPTES PARTICULIERS | TOTAUX         |                | SOLDES     |                       |
|---|----------------------|----------------|----------------|------------|-----------------------|
|   |                      | DEBITS         | CREDITS        | DEBITEURS  | CREDITEURS            |
| C.1. Comptes financiers                 |                      |                |                |            |                       |
| Dexia COMPTE COURANT au crédit communal | 071001001            | 186.160.848,34 | 185.553.968,22 | 606.880,12 | 13 x 1 2007<br>203/2  |
| COMPTE A VUE FORTIS                     | 071001002            | 1.218.765,21   | 1.185.000,00   | 33.765,21  | 006/001<br>08/10/2007 |
| CCP                                     | 071001006            | 49.618,66      | 4.000,00       | 45.618,66  | 270907<br>5/0001      |

|  |           |                |                |              |                                      |
|--|-----------|----------------|----------------|--------------|--------------------------------------|
| Total 55001 – Comptes courants                         |           | 187.429.232,21 | 186.742.968,22 | 686.263,99   |                                      |
| COMPTE FONDS<br>EMPRUNTS ET SUBSIDES                   | 071018001 | 17.049,38      | ,00            | 17.049,38    | 24 03 2006<br>1/1                    |
| Total 55018 – Comptes emprunts/subsidés                |           | 17.049,38      | ,00            | 17.049,38    |                                      |
| Placements DEPOT A<br>TERME – DE 1 AN SICAV            | 071300001 | 91.450.000,00  | 91.450.000,00  |              | 14 x 1 2007<br>32/2                  |
| CPTÉ SICAV CGER  | 071300003 | 1.770.000,00   | 1.170.000,00   | 600.000,00   | 004/001<br>2008 2007                 |
| CERTIFICATS TRES CCB                                   | 071300005 | 99.850.000,00  | 97.850.000,00  | 2.000.000,00 | 14 x 1 2007<br>30/02                 |
| Total 55300 – Comptes de placements                    |           | 193.070.000,00 | 190.470.000,00 | 2.600.000,00 |                                      |
| Caisse PROVISION<br>SECRETARE                          | 071700002 | 371,84         | ,00            | 371,84       | !! document datant du 24 mai<br>1984 |
| COMPTE TAMPON<br>TRAITEMENTS                           | 071700900 | 8.006,10       | 8.006,10       |              |                                      |
| BUDG   | 071700999 | 1.900,93       | 1.900,93       |              |                                      |
| Total 55700 – Avoir en espèces                         |           | 10.278,87      | 9.907,03       | 371,84       |                                      |
| C.1. Total des comptes particuliers financiers         |           | 380.526.560,46 | 377.222.875,25 | 3.303.685,21 | ,00                                  |
| C.1.' Solde global des comptes particuliers financiers |           |                |                | 3.303.685,21 |                                      |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

C. Détail des comptes particuliers de la classe 5

| LIBELLE   | COMPTES PARTICULIERS | TOTAUX         |                | SOLDES       |            |
|---|----------------------|----------------|----------------|--------------|------------|
|   |                      | DEBITS         | CREDITS        | DEBITEURS    | CREDITEURS |
| C.2. Comptes financiers internes                        |                      |                |                |              |            |
| Caisse Virements internes                               | 072000000            | 372.555.197,87 | 363.955.135,29 | 8.600.062,58 |            |
| Total 56000 – Virements internes                        |                      | 372.555.197,87 | 363.955.135,29 | 8.600.062,58 |            |
| Dexia COMPTE COURANT<br>au crédit communal              | 072001001            | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |              | 19.190,16  |
| Total 58001 – Comptes courants                          |                      | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |              | 19.190,16  |
| Sous-total des comptes de paiement en cours             |                      | 3.096.054,25   | 3.115.244,41   |              | 19.190,16  |
| C.2. Total des comptes particuliers financiers internes |                      | 375.651.252,12 | 367.070.379,70 | 8.600.062,58 | 19.190,16  |
| B.3.' Solde global des comptes de la classe 5           |                      |                |                | 8.580.872,42 |            |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

D. Tableau de synthèse et de contrôle

| LIBELLE   | TOTAUX  |                | SOLDES        |               |
|---|---|----------------|---------------|---------------|
|   | DEBITS  | CREDITS        | DEBITEURS     | CREDITEURS    |
| D.1. Totaux du journal des opérations générales     | 810.205.772,53  | 810.205.772,53 |               |               |
| D.2. Total général de la balance de synthèse = A.3. | 810.205.772,53  | 810.205.772,53 | 40.167.190,78 | 40.167.190,78 |
| Contrôles   | D.1. : Débits = Crédits                               |                |               |               |
|   | D.2. : Débits = Crédits<br>(Totaux et soldes)         |                |               |               |
|   | D.1. = D.2. : Débits = Débits                         |                |               |               |
|   | D.1. = D.2. : Crédits =<br>Crédits                    |                |               |               |
| D.3. Total des comptes de la classe 5 au tableau A1 | 756.177.812,58  | 744.293.254,95 | 11.884.557,63 | ,00           |
| D.4. Total B.3. (totaux) et B.3.' (solde)           | 756.177.812,58  | 744.293.254,95 | 11.884.557,63 | ,00           |
| Contrôles   | D.3. = D.4. : Débits = Débits<br>(totaux et soldes)   |                |               |               |
|   | D.3. = D.4. : Crédits =<br>Crédits (totaux et soldes) |                |               |               |
| D.5. Total B.1.                                     | 380.526.560,46  | 377.222.875,25 | 3.303.685,21  | ,00           |
| D.6. Total B.2.                                     | 375.651.252,12  | 367.070.379,70 | 8.600.062,58  | 19.190,16     |
| D.7. Total B.3.                                     | 756.177.812,58  | 744.293.254,95 | 11.903.747,79 | 19.190,16     |
| Contrôles   | D.7. = D.5. + D.6.                                    |                |               |               |

Commune de 6767 ROUVROY (Organisme 01) Numéro I.N.S. : 85047  
SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01/01/2007 au 19/11/2007

D. Tableau de synthèse et de contrôle

| LIBELLE                                     | TOTAUX  |                | SOLDES        |            |
|---|---|----------------|---------------|------------|
|   | DEBITS  | CREDITS        | DEBITEURS     | CREDITEURS |
| D.8. Total C.1. (totaux) et C.1.' (Soldes)  | 380.526.560,46  | 377.222.875,25 | 3.303.685,21  | ,00        |
| D.9. Total C.2. (totaux) et C.2.' (Soldes)  | 375.651.252,12  | 367.070.379,70 | 8.580.872,42  | ,00        |
| D.10. Total B.3. (totaux) et B.3.' (Soldes) | 756.177.812,58  | 744.293.254,95 | 11.884.557,63 | ,00        |
| Contrôles                                   | D.10. = D.8. + D.9. (soldes<br>débit = + crédit = -)  |                |               |            |
| Contrôles finaux                            | Contrôle de concordance<br>entre les totaux des comptes<br>particuliers (Tab C.) et les<br>totaux de chaque compte<br>général correspondant (Tab<br>B.) |                |               |            |
|   | Contrôle de concordance<br>entre les soldes des comptes   |                |               |            |

|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
|  | particuliers financiers (Tab C.1.) et les soldes des extraits de comptes financiers et de la caisse.   |  |  |  |  |
|  | Contrôle de vraisemblance des soldes des comptes particuliers financiers internes (Tab C.2.) Les cadres grisés ne peuvent en principe pas contenir de chiffre. |  |  |  |  |

E. Certification du receveur. (Art. 39 § 6 du RGCC).

Le soussigné, receveur, certifie que tous les montants portés en comptes sont appuyés par des pièces comptables justificatives et que les soldes des comptes particuliers financiers de la classe 5 sont égaux aux soldes des derniers extraits de comptes financiers dont la Commune est titulaire ou de ses avoirs en espèces.

A Virton, le 19/11/2007

(s) le receveur

F. Procès-verbal de vérification de caisse (Art. 131 ou 142 de la nouvelle loi communale et art. 81 du RGCC).

Le soussigné Xavier BOSSU, Commissaire d'Arrondissement, s'est présenté sans avertissement préalable en vue de vérifier la caisse du receveur de la Commune de ROUVROY et certifie :

- que tous les contrôles repris au tableau D de la présente situation de caisse ont été exécutés et qu'ils sont portés plus spécialement sur la concordance entre les soldes des comptes particuliers financiers et les soldes des extraits de comptes et des avoirs en espèces ;
- que le receveur de la Commune a présenté tous les livres, pièces, valeurs et a fourni tous les renseignements sur sa gestion et sur les avoirs de la Commune ;
- que la dernière écriture du journal des opérations générales porte le numéro ..... et est daté du ...../...../..... ;
- que pour les autres caisses publiques dont le receveur local a la responsabilité, les jours et heures de vérification simultanée ont été fixés par le Gouverneur de la Province ;
- que pour les caisses publiques dont le receveur régional est responsable, la vérification simultanée de toutes ces caisses a été effectuée (Article 142, § 2, al. 2 de la NLC).

La présente vérification de caisse fait l'objet des remarques suivantes :

Les documents présentés sont à jour et en ordre. Le travail est bien mené.

A VIRTON, le 19/11/2007

(s) Le receveur

(s) Le vérificateur

| EXERCICE COMPTABLE : 2007 |                         |           |           |           |  |
|---------------------------|-------------------------|-----------|-----------|-----------|--|
| N° du Compte              | Libellé                 | Total des |           | Soldes    |  |
|                           |                         | DEBITS    | CREDITS   | DEBITEURS | CREDITEURS   |
|                           | Reports :               |           |           |           |  |
| 49800                     | Sommes perçues indûment | 590,89    | 17.411,50 |           | 16.820,61 « Trésor de guerre », remonte à quelques dizaines d'années |

| COMMUNE DE 6767 ROUVROY<br>BALANCE DES COMPTES GENERAUX<br>EXERCICE COMPTABLE : 2007 |  |                       |          |                |  |
|--|--|-----------------------|----------|----------------|--|
|  |  | Numéro I.N.S. : 85047 |          | Organisme : 01 |  |
| N° du Compte   | Libellé                                  | Total des             |          | Soldes         |  |
|  |  | DEBITS                | CREDITS  | DEBITEURS      | CREDITEURS                                   |
|  | Reports :                                |                       |          |                |  |
| 48100  | Opérations diverses pour compte de tiers | 2.462,76              | 2.831,44 |                | 368,68 quote-part état<br>Permis de conduire |

| COMMUNE DE 6767 ROUVROY<br>BALANCE DES COMPTES GENERAUX<br>EXERCICE COMPTABLE : 2007 |                          |                       |           |                |            |
|--|--------------------------|-----------------------|-----------|----------------|------------|
|  |                          | Numéro I.N.S. : 85047 |           | Organisme : 01 |            |
| N° du Compte   | Libellé                  | Total des             |           | Soldes         |            |
|  |                          | DEBITS                | CREDITS   | DEBITEURS      | CREDITEURS |
|  | Reports :                |                       |           |                |            |
| 49600  | Paievements à identifier | 20.100,78             | 20.100,78 |                |            |

| COMMUNE DE 6767 ROUVROY<br>BALANCE DES COMPTES GENERAUX<br>EXERCICE COMPTABLE : 2007 |                            |                       |          |                |  |
|--|----------------------------|-----------------------|----------|----------------|--|
|  |                            | Numéro I.N.S. : 85047 |          | Organisme : 01 |  |
| N° du Compte   | Libellé                    | Total des             |          | Soldes         |  |
|  |                            | DEBITS                | CREDITS  | DEBITEURS      | CREDITEURS                                       |
|  | Reports :                  |                       |          |                |  |
| 49500  | Recouvrements à identifier | 4.147,97              | 9.011,01 |                | 4.863,04 Electrabel Interlux<br>→ note de crédit |

**9<sup>ème</sup> OBJET :** a) Devis de boisement 2008 C.D. 526.21 (91) n° 11820/986 :  
travaux complémentaires de boisement.

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE** le devis n° 11820/986 ci repris, dressé par Monsieur l'Ingénieur des Eaux et Forêts à VIRTON, le 06 novembre 2007, visé pour accord par la Direction d'Arlon le 09 novembre 2007, pour des travaux complémentaires de boisement à effectuer dans les bois communaux en 2008, s'élevant à la somme de 7.579,55 euros T.V.A.C. à charge de la Commune, 240 euros H.T.V.A. non subsidiables, 6.510 euros H.T.V.A. subsidiables à 37,5 %, soit **2.441,25 euros**, 6.230 euros H.T.V.A. subsidiables à 60 %, soit **3.738 euros**.

**SOLLICITE** pour ces travaux les subsides du Ministère de la Région Wallonne et l'autorisation de les effectuer en régie.

Réf. DNF : SS/913/4/2008 Travaux subventionnables Propriétaire : ROUVROY CNE Type de travaux : Boisement Zone : TTEZONE

| N° | a) Triage, lieu-dit, compartiment, parcelle, mode de traitement<br>b) Caractéristique de la station : altitude, sol, exposition...<br>c) Description détaillée des travaux | HJ | Coût présumé H.T.V.A. | SUBVENTION |         | T.V.A. |         | Coût présumé T.V.A.C. | Montant T.V.A.C. à charge du prop. |
|----|--|----|-----------------------|------------|---------|--------|---------|-----------------------|------------------------------------|
|    |  |    |                       | Régime     | Montant | Taux % | Montant |                       |                                    |

1 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 51 Bochet – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 60 SOMMETHONNE (IWEINS D'ECKHOUTTE Baudouin) (2 ha)

c) Coupe 5 Bochet – dégagement de semis naturels de Frênes, érables, merisiers

|   |          |          |        |        |       |          |        |
|---|----------|----------|--------|--------|-------|----------|--------|
| 1 Dégagement de semis naturels de Fr, Er, Mer (2 ha x 600 euros H.T.V.A.) | 1.200,00 | 37,5 %   | 450,00 | 6,00 % | 72,00 | 1.272,00 | 822,00 |
| TOTAL RUBRIQUE (600 euros H.T.V.A./ha)                                    | 0,0      | 1.200,00 | 450,00 |        | 72,00 | 1.272,00 | 822,00 |

2 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 95 Laid Bois – Centre – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 90 ST-MARD (FRASELLE Claude) (0,4 ha)

c) Coupe 9 Laid Bois – dégagement de plantation de hêtre

|   |        |        |      |        |       |        |        |
|---|--------|--------|------|--------|-------|--------|--------|
| 1 Dégagement de plantation de hêtre (0,4 ha x 600 euros H.T.V.A.) | 240,00 | 0 %    | 0,00 | 6,00 % | 14,40 | 254,40 | 254,40 |
| TOTAL RUBRIQUE (600 euros H.T.V.A./ha)                            | 0,0    | 240,00 | 0,00 |        | 14,40 | 254,40 | 254,40 |

3 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 11 Bois de la côte – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (2,5 ha)

c) Coupe 1 Bois de la Côte – dépressage de semis de Hêtres, Frênes, érables

|  |        |          |        |        |       |          |        |
|--|--------|----------|--------|--------|-------|----------|--------|
| 1 Dépressage de semis naturels de hêtres (1 ha x 600 euros H.T.V.A.)               | 600,00 | 60 %     | 360,00 | 6,00 % | 36,00 | 636,00   | 276,00 |
| 2 Dépressage de semis naturels de frênes, et érables (1,5 ha x 600 euros H.T.V.A.) | 900,00 | 37,5 %   | 337,50 | 6,00 % | 54,00 | 954,00   | 616,50 |
| TOTAL RUBRIQUE (600 euros H.T.V.A./ha)   | 0,0    | 1.500,00 | 697,50 |        | 90,00 | 1.590,00 | 892,50 |

4 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 21 Le Hornul – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (1,5 ha)

c) Coupe 2 Le Hornul – dépressage de semis naturels

|   |        |        |        |        |       |        |        |
|---|--------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|
| 1 Dépressage de semis naturels de hêtres (0,45 ha x 600 euros H.T.V.A.)             | 270,00 | 60 %   | 162,00 | 6,00 % | 16,20 | 286,20 | 124,20 |
| 2 Dépressage de semis naturels de frênes, et érables (1,05 ha x 600 euros H.T.V.A.) | 630,00 | 37,5 % | 236,25 | 6,00 % | 37,80 | 667,80 | 431,55 |
| TOTAL RUBRIQUE (600 euros H.T.V.A./ha)  | 0,0    | 900,00 | 398,25 |        | 54,00 | 954,00 | 555,75 |

| N° | a) Triage, lieu-dit, compartiment, parcelle, mode de traitement<br>b) Caractéristique de la station : altitude, sol, exposition...<br>c) Description détaillée des travaux | HJ | Coût présumé H.T.V.A. | SUBVENTION |         | T.V.A. |         | Coût présumé T.V.A.C. | Montant T.V.A.C. à charge du prop. |
|----|--|----|-----------------------|------------|---------|--------|---------|-----------------------|------------------------------------|
|    |  |    |                       | Régime     | Montant | Taux % | Montant |                       |                                    |

5 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (3,2 ha)

c) Coupe 3 Bois La Dame – dégagement plantation chêne

|   |  |     |          |      |          |        |        |          |        |
|---|--|-----|----------|------|----------|--------|--------|----------|--------|
| 1 Dégagement plantation chêne (3,2 ha x 600 euros H.T.V.A.) |  |     | 1.920,00 | 60 % | 1.152,00 | 6,00 % | 115,20 | 2.035,20 | 883,20 |
| TOTAL RUBRIQUE (600 euros H.T.V.A./ha)                      |  | 0,0 | 1.920,00 |      | 1.152,00 |        | 115,20 | 2.035,20 | 883,20 |

6 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 41 A la Folie – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (1,5 ha)

c) Coupe 4 A la Folie – Coupe du taillis sur semis naturels

|   |  |     |        |        |        |        |       |        |        |
|---|--|-----|--------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|
| 1 Coupe 4 A la Folie – coupe du taillis sur semis naturels de Fr, Er, Mer (1,5 ha x 300 euros H.T.V.A.) |  |     | 450,00 | 37,5 % | 168,75 | 6,00 % | 27,00 | 477,00 | 308,25 |
| TOTAL RUBRIQUE (300 euros H.T.V.A./ha)  |  | 0,0 | 450,00 |        | 168,75 |        | 27,00 | 477,00 | 308,25 |

7 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 61 Devant Guéville Ouest – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (2,1 ha)

c) Coupe 6 Gibet – dépressage de semis naturels

|  |  |     |          |        |        |        |        |          |        |
|--|--|-----|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|
| 1 cpe 6 – Gibet - dépressage de semis naturels de hêtres (2,1 ha x 600 euros H.T.V.A.)             |  |     | 1.260,00 | 60 %   | 756,00 | 6,00 % | 75,60  | 1.335,60 | 579,60 |
| 2 cpe 6 – Gibet - dépressage de semis naturels de frênes, et érables (0,9 ha x 600 euros H.T.V.A.) |  |     | 540,00   | 37,5 % | 202,50 | 6,00 % | 32,40  | 572,40   | 369,90 |
| TOTAL RUBRIQUE (857 euros H.T.V.A./ha)   |  | 0,0 | 1.800,00 |        | 958,50 |        | 108,00 | 1.908,00 | 949,50 |

8 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 61 Devant Guéville Ouest – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (250 pièces)

c) Coupe 6 – Gibet, élagage à grande hauteur

|  |  |     |        |      |        |        |       |        |        |
|--|--|-----|--------|------|--------|--------|-------|--------|--------|
| 1 cpe 6 – Gibet – élagage à grande hauteur de chêne et hêtre (250 pièces x 2 euros H.T.V.A.) |  |     | 500,00 | 60 % | 300,00 | 6,00 % | 30,00 | 530,00 | 230,00 |
| TOTAL RUBRIQUE (2 euros H.T.V.A./pce)  |  | 0,0 | 500,00 |      | 300,00 |        | 30,00 | 530,00 | 230,00 |

9 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE (1,3 ha)

c) Coupe 9 Aux Bois, dégagement de plantation

|   |  |     |        |        |        |        |       |        |        |
|---|--|-----|--------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|
| 1 Cpe 9 – Aux Bois – Dégagement de plantation Alisier, Poirier, Noyer (1,3 ha x 300 euros H.T.V.A.) |  |     | 390,00 | 37,5 % | 146,25 | 6,00 % | 23,40 | 413,40 | 267,15 |
| TOTAL RUBRIQUE (300 euros H.T.V.A./ha)  |  | 0,0 | 390,00 |        | 146,25 |        | 23,40 | 413,40 | 267,15 |

| N° | a) Triage, lieu-dit, compartiment, parcelle, mode de traitement<br>b) Caractéristique de la station : altitude, sol, exposition...<br>c) Description détaillée des travaux | HJ | Coût présumé H.T.V.A. | SUBVENTION |         | T.V.A. |         | Coût présumé T.V.A.C. | Montant T.V.A.C. à charge du prop. |
|----|--|----|-----------------------|------------|---------|--------|---------|-----------------------|------------------------------------|
|    |  |    |                       | Régime     | Montant | Taux % | Montant |                       |                                    |

10 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 71 Harbansart Sud – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (0,8 ha)

c) Coupe 10 Harbansart – dépressage de semis naturels

1 cpe 10 – Harbansart, dépressage de semis naturels de hêtres (0,8 ha x 600 euros H.T.V.A.)

|                |                         |     |        |      |        |        |       |        |        |
|----------------|-------------------------|-----|--------|------|--------|--------|-------|--------|--------|
|                |                         |     | 480,00 | 60 % | 288,00 | 6,00 % | 28,80 | 508,80 | 220,80 |
| TOTAL RUBRIQUE | (600 euros H.T.V.A./ha) | 0,0 | 480,00 |      | 288,00 |        | 28,80 | 508,80 | 220,80 |

11 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 121 Le Petit Chenois Nord – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 80 TORGNY (TOUSSAINT Philippe) (4 ha)

c) Coupe 12 – Petit Chenois, dépressage de semis naturels

1 cpe 12 – Petit Chenois - Dépressage de semis naturels de hêtres (2 ha x 600 euros H.T.V.A.)

|   |                         |     |          |        |          |        |        |          |          |
|---|-------------------------|-----|----------|--------|----------|--------|--------|----------|----------|
|   |                         |     | 1.200,00 | 60 %   | 720,00   | 6,00 % | 72,00  | 1.272,00 | 552,00   |
| 2 cpe 12 – Petit Chenois - Dépressage de semis naturels de frênes, érables, merisiers (2 ha x 600 euros H.T.V.A.) |                         |     | 1.200,00 | 37,5 % | 450,00   | 6,00 % | 72,00  | 1.272,00 | 822,00   |
| TOTAL RUBRIQUE  | (600 euros H.T.V.A./ha) | 0,0 | 2.400,00 |        | 1.170,00 |        | 144,00 | 2.544,00 | 1.374,00 |

12 a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY CNE – comp. 111 Bois La-Haut – parcelle 1 – trait. Forest. Futaie irrégulière – triage 60 SOMMETHONNE (IWEINS D'EECKHOUTTE Baudouin) (2 ha)

c) dégagement de plantation (B 5034)

1 cpe 11 – Bois La-Haut – dégagement de plantation de Pyrus com. et Sorbus domestica (2 ha x 600 euros H.T.V.A.)

|                |                         |     |          |        |        |        |       |          |        |
|----------------|-------------------------|-----|----------|--------|--------|--------|-------|----------|--------|
|                |                         |     | 1.200,00 | 37,5 % | 450,00 | 6,00 % | 72,00 | 1.272,00 | 822,00 |
| TOTAL RUBRIQUE | (600 euros H.T.V.A./ha) | 0,0 | 1.200,00 |        | 450,00 |        | 72,00 | 1.272,00 | 822,00 |

**TOTAL DEVIS** 0,0 12.980,00 6.179,25 778,80 13.758,80 7.579,55

|                   | Coût H.T.V.A. | Taux Subv. (%) | Montant subvention |
|-------------------|---------------|----------------|--------------------|
| Toute zone 0 %    | 240,00        | 0              | ,00                |
| Toute zone 37,5 % | 6.510,00      | 37,5           | 2.441,25           |
| Toute zone 60 %   | 6.230,00      | 60             | 3.738,00           |

**9<sup>ème</sup> OBJET :** b) **Devis de boisement 2008 C.D. 526.22 n° 11839 :**  
**travaux d'entretien de voirie.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE** le devis n° 11839 ci-après, dressé par Monsieur l'Ingénieur des Eaux et Forêts à VIRTON, le 20 novembre 2007, pour des travaux d'entretien de voirie non subventionnables à effectuer dans les bois communaux en 2008, s'élevant à la somme de 1.936 euros T.V.A.C. :

| CANTONNEMENT DE VIRTON Devis 2008 – Cne de Rouvroly – travaux d'entretien de voirie non subventionnables |   |                 |                   |
|--|---|-----------------|-------------------|
| Ref. DNF : SN/913/3/2008 Travaux non subventionnables Propriétaire : ROUVROY Cne                         |   |                 |                   |
| N°   |   | Main d'œuvre HJ | Coût présumé TVAC |
|  | a) Triage, lieu-dit, compartiment, parcelle, mode de traitement<br>b) Caractéristique de la station : altitude, sol, exposition....<br>c) Description détaillée des travaux   |                 |                   |
| <b>9 DIVERS</b>  |   |                 |                   |
| 1  | a) EA/UA P3453/1 Propriété 3453 ROUVROY Cne – comp. 51 Bochet – triage 60 SOMMETHONNE (IWEINS D'EECKHOUTTE Baudouin)<br>c) Comblement d'ornières<br><br>1 Fourniture et cylindrage de grès jurassique 50/100 sur environ 180 m <sup>2</sup> (60 x 3 m) et 40 cm d'épaisseur |                 | 1.936,00          |
|  | Total rubrique  | 0,0             | 1.936,00          |
| <b>TOTAL DEVIS</b>   |   | 0,0             | 1.936,00          |

**10<sup>ème</sup> OBJET :** **Mise à disposition de deux chapiteaux 6 x 9 mètres pour les manifestations publiques :**  
**modifications du règlement.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

Vu sa délibération du 27 juin 2007 décidant l'achat de deux chapiteaux pour les manifestations publiques et leur mise à disposition via le Comité de Gestion des Bâtiments communaux moyennant paiement par les utilisateurs d'un montant de 200 euros pour un chapiteau et de 300 euros pour deux chapiteaux, et chargeant le Collège Communal d'arrêter un règlement de mise à disposition ;

Vu l'arrêt du règlement de mise à disposition par le Collège Communal en séance du 08 août 2007 et sa révision par le Collège Communal en séance du 03 octobre 2007 ;

Vu le prix réel d'acquisition des chapiteaux, inférieur de plus de 25 % par rapport à l'estimation de départ ;

Vu les prix de location pratiqués chez les privés ;

Considérant qu'il convient de faire également bénéficier, en 2<sup>ème</sup> priorité, les particuliers résidant à titre principal ou secondaire sur la Commune de ROUVROY, de cette mise à disposition ;

**DECIDE** de revoir, comme suit<sup>1</sup>, le règlement de mise à disposition arrêté le 08 août 2007 et revu le 03 octobre 2007 par le Collège Communal :

« *Le Comité de Gestion des Bâtiments communaux est chargé de la mise à disposition des chapiteaux acquis par la Commune.*

**Coût :**

*Forfait Week-end : 1 chapiteau : 150 euros + 20 euros le jour supplémentaire*  
*Vendredi-Lundi 2 chapiteaux : 200 euros + 50 euros le jour supplémentaire.*

**Livrés) et repris par les ouvriers communaux :**

*Monté(s) par les locataires sur base du mode d'emploi. Toute info peut être demandée aux ouvriers communaux.*

<sup>1</sup> Modification des prix de location (150 euros pour un chapiteau au lieu de 200 euros et 200 euros pour deux chapiteaux au lieu de 300 euros) et intégration, dans les ayants droits, des particuliers résidant à titre principal ou secondaire à ROUVROY (2<sup>ème</sup> priorité).

Remis dans un parfait état après utilisation qui sera contrôlé par les ouvriers communaux qui devront être avertis en temps utile par les utilisateurs

**Le locataire** responsable s'assure en responsabilité civile uniquement et en apporte la preuve.

**Ayant droit :**

- associations développant des activités sur notre commune ou associations oeuvrant hors commune mais dans laquelle notre commune est représentée ;
- particuliers résidant à titre principal ou secondaire sur la Commune de ROUVROY (2<sup>ème</sup> priorité).

En cas de demande particulière, le Collège Communal sera habilité à octroyer le prêt en fonction des objectifs de la manifestation ou des intérêts de la collaboration ».

Le présent règlement modifié entre en vigueur à dater de ce jour.

**11<sup>ème</sup> OBJET : Majoration de la quote-part communale relative au traitement du personnel des Musées Gaumais – année 2008 : 3.114,84 euros + 58 %, soit 1.806,61 euros.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

Vu la lettre du 17 décembre 2007 de l'asbl Musées Gaumais, Rue d'Arlon 38-40 à 6760 VIRTON, références JM-CC.mh/LadmComRouvroy ;

**MARQUE SON ACCORD** sur la majoration de la quote-part de la Commune de ROUVROY, relative au traitement du personnel des Musées Gaumais, soit 3.114,84 euros (coût actuel) + 1.806,61 euros (complément de 58 % pour un administrateur de droit) = 4.921,45 euros pour l'année 2008, suivant le calcul de base ci-après :

**Calcul de base pour 2008**

Total de la base de calcul = 64.231,64 euros

Calcul de la part de chacune des parties (article 4 de la Convention)

- |   |                   |
|---|-------------------|
| - Province de Luxembourg (base x 30 %)    | = 19.269,49 euros |
| - Communes « privilégiées » (base x 45 %) | = 28.904,24 euros |
| - Autre Communes (base x 25 %)            | = 16.057,91 euros |

La présente dépense sera imputée à l'article 771/435/01 du budget ordinaire de l'exercice 2008.

**12<sup>ème</sup> OBJET : Désignation d'un 3<sup>ème</sup> représentant communal aux assemblées générales de « La Maison Virtonaise » sc.**

Le Conseil Communal,

Vu le renouvellement général du Conseil Communal en date du 04 décembre 2006 ;

Vu l'article L 1122-34 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 21 mars 2007, désignant un représentant communal aux assemblées générales de « La Maison Virtonaise » sc, à savoir Monsieur Y. LECERF, Président du C.P.A.S. ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 27 juin 2007, désignant un 2<sup>ème</sup> représentant communal aux assemblées générales de « La Maison Virtonaise » sc, à savoir Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre ;

Vu le courrier de « La Maison Virtonaise » sc, Grand-Rue 14b à 6760 VIRTON, daté du 05 décembre 2007 (réf. : //Jib/Cl.B/BS/ASS.GEN.EXTRA.2007/DELEGUESDESPOUVOIRSLOCAUX.ADM.ROUVROY.doc), informant qu'en vertu de l'article 31 des nouveaux statuts de « La Maison Virtonaise » sc, la Commune de ROUVROY a droit à trois à cinq représentants aux assemblées générales de « La Maison Virtonaise » sc (il est cependant conseillé de limiter ce nombre à trois par pouvoir local) ;

Vu le candidat proposé par la minorité, à savoir :

Pour le 3<sup>ème</sup> représentant communal aux assemblées générales :

- A. BRACKMAN, Conseiller communal ;

*Au scrutin secret, (9 votants/9 oui),*

**DESIGNE :**

Monsieur A. BRACKMAN, Conseiller communal, Rue de l'Ecole 17 à 6767 HARNONCOURT, en qualité de représentant communal aux assemblées générales de « La Maison Virtonaise » sc, Grand-Rue 14b à 6760 VIRTON, jusqu'au terme de son mandat actuel de conseiller communal et au plus tard le 31 décembre 2012.

**13<sup>ème</sup> OBJET : Adhésion au partenariat proposé par l'ALEM (Action Luxembourg Enfance Maltraitée).**

Considérant que l'ALEM (Action Luxembourg Enfance Maltraitée) dont le siège social est établi à 6880 BERTRIX, Rue de la Jonction 5, est le pouvoir organisateur de l'équipe S.O.S. Enfants de la Province de Luxembourg ; que cette équipe pluridisciplinaire – subsidiée par la Communauté française via l'O.N.E. – prend en charge les cas avérés de maltraitance sur l'ensemble du territoire de la province ;

Considérant l'existence de nombreux cas de maltraitance d'enfants en Province de Luxembourg ;

Considérant que, plus encore depuis deux ans, le nombre de signalements de maltraitance auprès de l'Equipe S.O.S. Enfants est en augmentation très inquiétante ;

Considérant que l'Equipe S.O.S. Enfants, dont le staff ne s'est plus étoffé depuis 2005, se voit contrainte de refuser, chaque semaine, de prendre en charge au moins une famille dont la situation dramatique nécessite l'intervention de cette équipe spécialisée ;

Considérant que la seule manière de remédier à cette situation est d'augmenter le nombre d'équivalents temps plein de l'équipe actuelle ;

Considérant, que conscientes des risques encourus par leurs enfants, les communes, rencontrées à l'occasion de la marche que l'ALEM organisait du 30 août au 08 septembre 2007, ont marqué, à une toute grosse majorité, un accord de principe sur une double intervention financière ; que la première de celle-ci se traduirait par un subside communal déterminé selon la taille de la commune ; que la seconde aide s'effectuerait sur base d'une intervention financière libérée par le C.P.A.S. par situation retenue dans la commune ;

Considérant que le nombre d'équivalents temps plein devrait à minima être augmenté de 2, soit d'un temps plein assistant social et d'un temps plein psychologue ; que cette augmentation permettrait la prise en charge d'environ 25 nouvelles situations ;

Considérant qu'il résulte du calcul décrit dans l'annexe 2 de la présente convention que le coût annuel global s'élèverait à 100.000 euros ;

Considérant que la subside communale s'élèverait idéalement à 40.250 euros tel que cela résulte de l'annexe 1 ;

Considérant la capacité de prise en charge d'une centaine de situations nouvelles par an ; que dès lors l'intervention financière des C.P.A.S. s'élèverait à 600 euros par situation ;

Vu l'extrême urgence ;

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : La Commune adhère au partenariat proposé par l'ALEM.

**Montant du subside annuel, modalités de paiement et contrôle de l'utilisation des fonds.**

Article 2 : Le montant annuel du subside communal est fixé à 500 euros, lié à l'index. Ce montant sera indexé, au premier janvier de chaque année, suivant l'index des prix à la consommation, l'index de référence étant celui en cours au premier janvier 2008.

Article 3 : Ce subside sera versé chaque année avant le 15 janvier et pour la toute première fois, pour le 31 mars 2008.

Article 4 : Ce versement s'effectuera sur le compte 742-0059470-44 ouvert au nom de l'A.S.B.L. ALEM sous l'appellation : « Dotations communales ».

Article 5 : Ces dotations communales ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'engagement de personnel ou l'augmentation du temps de travail du personnel déjà en place, ainsi que dans la prise en charge de frais liés à la fonction au sein de l'équipe comme, par exemple, les frais de déplacement et de formation.

Article 6 : L'ALEM établira chaque année un rapport financier sur l'utilisation de ces fonds communaux. Ce rapport sera contrôlé par un collège composé d'experts comptables et/ou judiciaires et de receveurs communaux et/ou régionaux.

### **Durée du partenariat.**

Article 7 : La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, et ne pourra être dénoncée par la Commune que plus de six mois avant le premier janvier de l'année qui suit le renon.

### **Convention.**

Article 8 : Les termes de la présente décision et l'accord réciproque sont transcrits dans une convention à signer par les deux parties.

### **ANNEXE 1.**

| Commune<br>Intervenante | Nombre d'habitants<br>au 01 janvier 2007 | Quote-part en euros |
|-------------------------|--|---------------------|
|-------------------------|--|---------------------|

|                    |        |       |
|--------------------|--------|-------|
| Arlon              | 26.548 | 1.500 |
| Marche-en-Famenne  | 17.066 | 1.500 |
| Aubange            | 15.193 | 1.500 |
| Bastogne           | 14.386 | 1.250 |
| Virton             | 11.228 | 1.250 |
| Durbuy             | 10.633 | 1.250 |
| Libramont          | 9.981  | 1.000 |
| Bertrix            | 8.164  | 1.000 |
| Habay              | 7.903  | 1.000 |
| Messancy           | 7.466  | 1.000 |
| Vielsalm           | 7.339  | 1.000 |
| Neufchâteau        | 6.652  | 1.000 |
| Saint-Hubert       | 5.737  | 1.000 |
| Bouillon           | 5.477  | 1.000 |
| Florenville        | 5.448  | 1.000 |
| Etalle             | 5.389  | 1.000 |
| Paliseul           | 5.055  | 1.000 |
| Nassogne           | 5.045  | 1.000 |
| Hotton             | 5.043  | 1.000 |
| Chiny              | 5.021  | 1.000 |
| Attert             | 4.802  | 750   |
| Houffalize         | 4.802  | 750   |
| Gouvy              | 4.780  | 750   |
| Vaux-sur-Sûre      | 4.759  | 750   |
| Libin              | 4.655  | 750   |
| La Roche           | 4.348  | 750   |
| Musson             | 4.232  | 750   |
| Léglise            | 4.178  | 750   |
| Tintigny           | 3.739  | 750   |
| Saint-Léger        | 3.225  | 750   |
| Manhay             | 3.185  | 750   |
| Bertogne           | 3.002  | 750   |
| Erezée             | 2.968  | 750   |
| Wellin             | 2.958  | 750   |
| Meix-Devant-Virton | 2.675  | 750   |
| Tenneville         | 2.561  | 750   |
| Tellin             | 2.386  | 750   |

|            |         |        |
|------------|---------|--------|
| Sainte-Ode | 2.305   | 750    |
| Rendeux    | 2.274   | 750    |
| Fauvillers | 2.071   | 750    |
| Rouvroy    | 2.007   | 750    |
| Martelange | 1.584   | 750    |
| Herbeumont | 1.536   | 750    |
| Daverdisse | 1.372   | 750    |
| Total      | 261.178 | 40.250 |

## ANNEXE 2.

Evaluation du coût d'un emploi d'assistant social et de psychologue

Mode d'évaluation : ce budget a été évalué en tenant compte du coût au 30 juin 2007 d'une assistante sociale avec une ancienneté peu importante (trois ans) et d'une psychologue avec une ancienneté moyenne (quinze ans).

Coût du salaire mensuel de cette assistante sociale occupée à 8/10 temps : 2.213,23 euros.

|   |                 |
|---|-----------------|
| Coût annuel :                                 | 33.258,45 euros |
| Prime de fin d'année (payée en décembre 2006) | 1.217,25 euros  |
| Pécule de vacances 2007                       | 1.897,60 euros  |

Coût annuel pour une assistante sociale temps plein : 36.373,30 euros a

Coût du salaire mensuel de ce psychologue occupé à 5/10 temps : 1.937,22 euros

|   |                 |
|---|-----------------|
| Coût annuel :                                 | 46.493,28 euros |
| Prime de fin d'année (payée en décembre 2006) | 1.496,88 euros  |
| Pécule de vacances 2007                       | 2.653,32 euros  |

Coût annuel pour un psychologue temps plein : 50.643,48 euros b

Frais de déplacement estimés – en comparaison avec ceux pris en charge au sein de l'équipe actuelle par ces deux personnes – à 1.000,00 euros/mois soit au total 12.000,00 euros

99.016,78 euros a+b+c

Arrondis à 100.000,00 euros

## **14<sup>ème</sup> OBJET : Achat de plants et de matériel pour le vignoble communal « Le poirier du loup » à Torgny.**

Considérant qu'au budget extraordinaire 2008, voté ce jour, figure un crédit à l'article 624/721-58 pour l'achat de plants et de matériel destinés au vignoble communal ;

Attendu qu'en vue de permettre au Collège Communal d'engager la procédure et d'attribuer le marché dans les meilleurs délais et conditions d'efficacité, il convient de choisir le mode de passation et de fixer les conditions applicables à ce marché ;

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**DECIDE** d'acheter et de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation de ce marché.

**ARRÊTE**, comme suit, le cahier spécial des charges :

### **1. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **1.1. Dispositions générales régissant le marché**

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent cahier spécial des charges, l'entreprise est soumise aux conditions de :

- Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- Arrêté royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

- Arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Arrêté royal du 29 janvier 1997 fixant la date de l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de leurs mesures d'exécution ;
- Vu l'article L 1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
- Vu la loi du 15.06.2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux , de fournitures et de services ;
- Vu la loi du 12.01.2007, modifiant la loi du 15.06.2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- Vu la loi du 16.06.2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux de fournitures et de services ;
- Vu la loi du 12.01.2007 modifiant la loi de 06.06.2006, relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux de fournitures et de services ;

Les noms « Le Ministre » et « L'Etat » dans les cahiers des charges sont supposés remplacés par les mots « Le Collège communal de ROUVROY ».

En cas de contradiction entre les divers cahiers des charges types et le présent cahier spécial des charges, ce dernier l'emporte.

## 1.2. Maître de l'ouvrage

Administration Communale de ROUVROY  
Rue du 8 Septembre 41  
6767 DAMPICOURT  
Tél. 063/58.86.60 Fax 063/58.86.73

## 1.3. Type et mode de passation du marché

Le marché est un marché de fourniture par PROCEDURE NEGOCIEE sans publicité à bordereau de prix hors T.V.A.

## 1.4. Objet du marché

Lot 1 : Quincaillerie et matériel spécifique.

- 14 Bobines de fils de fer « crapaud » - diam :2.2 mm
- 1100 tuteurs en fer à béton galvanisés (diam 6 mm)
- 1100 attaches élastiques long 50 mm
- 1100 manchettes de protection pvc bleu (hauteur 50 cm)
- 1 boîte de clous à chaînette viticole
- 1 boîte de clous en U (5 kg)
- 1boîte de chaînettes viticoles
- 2 boîtes de clous en forme de crochets pour supports de fils mobiles

Lot 2 : Tuteurs

- 130 piquets en sapin fraisés et traités en autoclave (diam : 6-8 )

Lot 3 : Plants

- 115 plants de pinots noir D (demi-tiges) sélection 777

## 1.5. Offres

Elles doivent parvenir à la Maison Communale de ROUVROY sous enveloppe fermée portant la mention : « Au Collège Communal de ROUVROY » « Remise de prix – Lot 1 – lot 2 ou Lot 3 – Vignoble communal »

Au plus tard le **20 février 2008**

L'offre mentionnera les prix en euros H.T.V.A. et T.V.A.C et **comprendra les frais de transport.**  
La livraison aura lieu à Harnoncourt, rue centrale, 1 (garage atelier) pour le **15 mars 2008.**

## 1.6. Validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 90 jours à compter de la date d'ouverture des offres.

### **15<sup>ème</sup> OBJET : Contrat pour le suivi phytosanitaire du vignoble du « Poirier du Loup » de Torgny.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE**, comme suit, le contrat pour le suivi phytosanitaire du vignoble du « Poirier du Loup » de Torgny, à conclure entre la Commune de ROUVROY, Rue du 8 Septembre 41 à 6767 DAMPICOURT, représentée par Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, et par Madame Isabelle HANIN, Secrétaire Communale f.f., et le Département Lutte biologique et Ressources phylogénétiques, Rue de Liroux 4 à 5030 GEMBLoux :

DEPARTEMENT LUTTE BIOLOGIQUE ET RESSOURCES PHYTOGENETIQUES  
Rue de Liroux 4 à 5030 GEMBLoux  
Tél. 081/62.03.33 – Fax 081/62.03.49  
Site : <http://cra.wallonie.be>

Contrat N° : CE/07/MY020

Demandeur :

Nom : Monsieur Stéphane HERBEUVAL  
Rue : du 8 Septembre  
Code Postal : 6767  
Pays : Belgique  
Téléphone : 063/58.86.60

Société : Commune de ROUVROY  
N° : 41  
Localité : Dampicourt  
E-mail : [info@rouvroy.be](mailto:info@rouvroy.be)  
Télécopie : 063/58.86.73

Personne de contact au laboratoire : A. CHANDELIER

Personnes responsables des analyses : S. SCHMITZ (mycologie) et C. FASSOTTE (entomologie)

Date de réception prévue des échantillons :  
Du 15 mai au 31 décembre 2008

Nombre d'échantillons : indéterminé

Echantillonnage et qualité des échantillons :  
Effectué lors de visites de terrain

Quantité d'échantillon nécessaire : -

Devenir des échantillons : utilisation à des fins scientifiques

Description des échantillons : plants de vigne du vignoble du « Poirier du Loup » d'une superficie de 90 ares situé à Torgny

Analyses demandées :

| Type d'analyses                                    | Norme ou méthode  | Sous-traitance |     | Remarques                  |
|--|---|----------------|-----|----------------------------|
|  |   | Oui            | Non |                            |
| Visites de terrain                                 | Examen visuel   |                | X   | 4 visites                  |
| Analyses de laboratoire sur échantillons collectés | Isolement sur milieu de culture, test ELISA, examen microscopique ou à la loupe binoculaire |                | X   | selon problèmes rencontrés |

Le Département Lutte Biologique et Ressources Phylogénétiques s'engage à effectuer quatre visites du vignoble du « Poirier du Loup » d'une superficie de 90 ares situé à Torgny sur la période allant du 15 mai au 31 décembre 2008. Lors de ces quatre visites, réparties tout au long de la saison, des observations visuelles seront effectuées. Si nécessaire, des échantillons de tissus végétaux (feuilles, fruits, rameaux, racines) seront prélevés au sein du vignoble et analysés en laboratoire.

Des conseils de traitement fongicide et insecticide seront prodigués dans le respect des agrégations existant en Belgique. La mise en œuvre des méthodes de lutte ne sera pas prise en charge par le Département Lutte biologique et Ressources

phytogénétiques. Le Département Lutte biologique et Ressources phytogénétiques ne peut être tenu responsable de dégâts liés soit à un problème phytosanitaire pour lequel aucun moyen de lutte efficace n'existe, soit à une mauvaise interprétation/application des mesures de lutte préconisées.

**Délai d'envoi des résultats (à dater de la réception des échantillons au laboratoire) :**

Chaque visite donnera lieu à un rapport reprenant les différents problèmes rencontrés et les moyens de lutte disponibles. Ce rapport sera transmis dans un délai allant d'une semaine (s'il n'y a pas d'analyses de laboratoire) à un mois (si des analyses en laboratoire sont réalisées). Ce délai pourrait être plus important pour des problématiques particulières pour lesquelles le laboratoire devrait effectuer des recherches bibliographiques et développer une expertise.

**Modalités de paiement :** le prix des quatre visites de terrain est fixé forfaitairement à 880 euros et comprend les frais de déplacement et d'examen sur place ainsi que les analyses de laboratoire complémentaires aux visites de terrain et la rédaction des rapports.

En dehors de ces quatre visites, d'éventuelles analyses de laboratoire ou recherches bibliographiques pourraient être effectuées à la demande du client. Elles seront facturées au tarif suivant :

- les recherches bibliographiques pour des problèmes phytosanitaires complexes seront facturées à raison de 250 euros par problématique.
- Les analyses réalisées au laboratoire seront facturées selon un tarif dégressif : 20 euros/échantillon (de 1 à 10 échantillons) ; 15 euros/échantillon (de 11 à 30 échantillons) ; 10 euros/échantillon (à partir de 31 échantillons).

Le nombre maximum d'analyses de laboratoire et de recherches bibliographiques réalisées sera établi de manière à ne dépasser en aucun cas un montant global de 1.250 euros. La facture sera rédigée au terme du contrat.

**Commentaires :**

Le demandeur sera informé par écrit de tout écart par rapport au présent contrat.

Le laboratoire n'est pas responsable de la qualité des échantillons lors de leur réception. Il peut en outre refuser d'effectuer l'analyse si la qualité des échantillons est jugée insuffisante.

Sauf stipulation contraire, le Département Lutte Biologique et Ressources Phytogénétiques est autorisé à utiliser les échantillons et les résultats obtenus à des fins scientifiques (recherches, mises au point analytiques).

Le matériel végétal est conservé environ 1 mois. Les rapports et les données analytiques sont conservés 5 années.

Le rapport résultant de ces analyses ne constitue en aucun cas l'approbation du produit analysé. En outre, il ne peut être partiellement reproduit sans l'autorisation écrite du laboratoire.

Le demandeur déclare qu'il se porte garant de l'exécution de la notification obligatoire à l'AFSCA (M.B. du 12 décembre 2003 et du 13 février 2004). De cette manière, le Département Lutte Biologique et Ressources Phytogénétiques satisfait à son obligation légale concernant la notification obligatoire et les résultats des analyses effectuées dans le cadre de la mission qui lui a été confiée ne doivent, le cas échéant, pas être communiqués à l'AFSCA.

Les présentes dépenses seront imputées à l'article 624/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2008.

**16<sup>ème</sup> OBJET : Droit de superficie au profit de la scrl ECOCULTURE.**

Monsieur A. BRACKMAN, Conseiller Communal, refuse que le droit de superficie soit signé avant plantation car il exclut le travail du personnel et les investissements communaux sur une parcelle devenue privée.

Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, signale que la Commune est associée dans la scrl ECOCULTURE et propose au vote de passer l'acte en date du 01 juillet 2008.

Vu l'acte signé le 20 mars 2000 chez Monsieur Vincent JANSEN, Notaire, « Résidence du Carmel », Rue d'Arlon 72 boîte 2 à 6760 VIRTON, portant sur un droit de superficie avec date d'échéance au 19 mars 2027, au profit de la scrl ECOCULTURE, Rue Devant Wachet 3/A à 6747 SAINT-LEGER, pour les parcelles communales cadastrées ROUVROY-4<sup>ème</sup> division-Torgny, section B :

Lieu-dit « Le Poirier du Loup » :

- N° 159 b, terre (10 a 21 ca) ;
- N° 159 c, terre (2 a 48 ca) ;
- N° 153, verger B.T (15 a 10 ca) ;
- N° 154 a, verger B.T (22 a 80 ca) ;

- N° 157 a, verger B.T (14 a 80 ca) ;
- N° 159 e, verger B.T (26 a 56 ca) ;

Chemin de la Montagne 13 : n° 159 d : pavillon (25 ca).

Vu l'acquisition par la Commune en date du 18 mai 2004 des terres cadastrées ROUVROY-4<sup>ème</sup> division-Torgny, section B, lieu-dit « Le Poirier du Loup », n° 149 (11 a 30 ca), n° 148 (13 a 40 ca), n° 151/A (30 a 70 ca) et en date du 26 octobre 2005 de la terre cadastrée ROUVROY-4<sup>ème</sup> division-Torgny, section B, lieu-dit « Le Poirier du Loup », n° 147/A (17 a), en vue d'agrandir le vignoble communal « Poirier du Loup » ;

Sur proposition du Collège Communal en séance du 24 octobre 2007 ;

Le Conseil Communal, *par 6 voix pour,*

- 1 voix contre (A. BRACKMAN : souhaite que le droit de superficie ne soit effectif qu'au moment de la plantation),*
- 2 abstentions (F. SCHMITZ, J. LEPERE),*

**DECIDE** d'étendre le droit de superficie du 20 mars 2000 avec date d'échéance au 19 mars 2027, au profit de la sclr ECOCULTURE, Rue Devant Wachet 3/A à 6747 SAINT-LEGER, pour les terres communales cadastrées ROUVROY-4<sup>ème</sup> division-Torgny, section B, lieu-dit « Le Poirier du Loup », n° 149 (11 a 30 ca), n° 148 (13 a 40 ca), n° 151/A (30 a 70 ca) et n° 147/A (17 a).

Cet avenant au droit de superficie est consenti et accepté sur les immeubles pré décrits, avec leurs servitudes actives et passives, sans accroissement de la redevance annuelle.

Le présent contrat sera résilié de plein droit aux frais du preneur, s'il plaît ainsi au bailleur, par l'effet d'un seul commandement ou mise en demeure :

- a) si le preneur reste en retard de payer un seul terme de redevance, plus de quinze jours après l'échéance ;
- b) si le preneur consent des aliénations, hypothèques, gages et autres garanties, sans le consentement du bailleur, exprès et par acte authentique ;
- c) à défaut pour le preneur de restituer au bailleur les montants qu'il aura acquittés pour les primes d'assurances payées par lui à la décharge du preneur.

Tous frais quelconques à résulter des présentes sont à la charge du preneur.

Les biens sur lesquels porte le droit de superficie sont déclarés pour quittes et libres de privilèges, hypothèques et inscriptions ou transcriptions généralement quelconques. Ils sont libres de bail et d'occupation.

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office.

**CHARGE** Monsieur Vincent JANSEN, Notaire, « Résidence du Carmel », Rue d'Arlon 72 boîte 2 à 6760 VIRTON, de la passation de l'acte authentique avec date de début au **01 juillet 2008**.

### **17<sup>ème</sup> OBJET : Echange de parties de terrains GAVROY Luc/Commune de ROUVROY.**

Considérant que l'acquisition d'une partie du terrain cadastré ROUVROY-3<sup>ème</sup> division-Lamorteau, section C n° 709 A (3 a 50 ca), appartenant à Monsieur Luc GAVROY, Rue de l'Anglissant 15 à 6767 LAMORTEAU, permettrait à la Commune de créer un chemin direct pour le futur piétonnier d'accès à l'assiette du chemin de fer ;

Le Conseil Communal, *à l'unanimité,*

**PREND LA DECISION DE PRINCIPE** d'échange d'une partie de la parcelle cadastrée ROUVROY-3<sup>ème</sup> division-Lamorteau, section C n° 709 A (3 a 50 ca), appartenant à Monsieur Luc GAVROY, Rue de l'Anglissant 15 à 6767 LAMORTEAU,

### **CONTRE**

une partie de l'excédent de voirie sis à ROUVROY-Lamorteau, Rue de l'Anglissant.

**CHARGE** le Collège Communal de désigner le géomètre qui devra établir le dossier de division parcellaire avec bornage et estimation, en vue de solliciter le déclassement de l'excédent de voirie auprès du Collège Provincial et en vue de l'échange à intervenir ensuite.

**18<sup>ème</sup> OBJET : a) Renouvellement de la distribution d'eau Rue de Mathon à Dampicourt :  
approbation du projet.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

Vu sa décision du 13 août 2007 de procéder au renouvellement de la distribution d'eau de la Rue de Mathon à Dampicourt ;

Vu le projet remis le 18 décembre 2007 par la Province de Luxembourg, Direction des Services Techniques, 12<sup>ème</sup> Ressort Voyer, Monsieur F. CLAUDOT, Commissaire Voyer, Rue Charles Magnette 19 à 6760 VIRTON, désignée en qualité d'auteur de projet par le Collège Communal le 17 octobre 2007 ;

**APPROUVE**, comme suit, le projet des travaux de renouvellement de la distribution d'eau Rue de Mathon à Dampicourt, s'élevant à 302.556,50 euros H.T.V.A., soit 302.556,50 euros T.V.A.C. :

**Chapitre 1 : Conduite principale**

Démolition sélective de revêtement en hydrocarboné en vue d'une évacuation  
Démontage de revêtement de chaussées en pavés de béton, avec mise en dépôt  
Démolition sélective de revêtement de terre-plein, en hydrocarboné, en vue d'une évacuation  
Démolition sélective de revêtement de terre-plein, en béton non armé, en vue d'une évacuation  
Démontage de bande de contrebutage ou de filet d'eau en béton préfabriqué en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Démolitions sélectives de canalisation en vue d'une évacuation  
Démontage de trappillons et/ou de grilles, avec mise en dépôt  
Démolition sélective, en vue d'une évacuation, de chambre de visite  
Démolition sélective, en vue d'une évacuation, de massif en béton armé, enterré  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables d'enrobés bitumineux en morceaux  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables de béton armé  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables de béton non armé  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables métalliques ferreux  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables de construction et de démolition en mélange  
Mise en site autorisé de déchets traités de terres, sable et pierres naturelles en mélange  
Terrassements pour canalisation, raccordement,..... , chambre de visite ou d'appareils  
Supplément pour déblai excédentaire en vue d'une évacuation lors du terrassement de canalisation, raccordement, drain, gaine, chambre de visite ou d'appareil  
Supplément pour déblai en sol rocheux du terrassement de canalisation, raccordement, drain, gaine, chambre de visite ou d'appareil  
Terrassement de chambre de visite et d'appareils  
Fondations en béton maigre pour fondations et contrebutages d'éléments linéaires  
Bordure en béton  
Bordure filet d'eau en béton préfabriqué, en provenance du chantier  
Tuyau de raccordement en matériau synthétique  
Raccords de tuyau sur chambres de visite existantes en maçonnerie  
Raccords de tuyau sur tuyaux existants  
Béton armé pour éléments construits en place de chambre de visite ou d'appareil  
Maçonnerie pour éléments construits en place de chambre de visite ou d'appareil  
Imperméabilisation y compris cimentage d'éléments construits en place de chambre de visite ou d'appareil  
Trappillons avec couvercle pour chambre de visite ou d'appareil  
Remblayages de tranchées, en chaussée  
Remblayages de tranchées, en accotement  
Tuyau en chlorure de polyvinyle (PVC)  
Brides-emboîtements pour conduite en PVC  
Tés  
Réductions  
Manchettes allonges bride-bride  
Brides de raccordement autobutées pour conduite en fonte  
Brides de raccordement autobutées pour conduite en PVC  
Vannes combinées 3 voies  
Vannes combinées 4 voies  
Ventouse  
Bouches d'incendie à patin  
Bornes d'incendie  
Jonctions par recoupe  
Fonçage  
Massif de butée et d'ancrage en béton  
Signalisation de repérage, plaques signalétiques  
Signalisation de repérage, poteaux support

Démontages de pièces de distribution d'eau avec mise en dépôt  
Plans après travaux sur support informatique et copie sur support papier en 3 exemplaires  
Etat des lieux à la requête du pouvoir adjudicataire, d'objets définis dans les documents d'adjudication, situés dans le voisinage du chantier  
Déplacement de câbles

TOTAL H.T.V.A. : 172.540,50 euros

TOTAL T.V.A.C. : 172.540,50 euros

## Chapitre 2 : Raccordements particuliers

Sciage de revêtement en hydrocarboné  
Sciage de revêtement en béton  
Démolition sélective de revêtement en hydrocarboné en vue d'une évacuation  
Démolition sélective de revêtement de terre-plein, en hydrocarboné, en vue d'une évacuation  
Démolition sélective de revêtement de terre-plein, en béton non armé, en vue d'une évacuation  
Démolition sélective de revêtement de terre-plein, en matériaux non stabilisés, en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Démolition sélective de bordures saillantes en béton exécutée en place, en vue d'une évacuation  
Démontage de bordures enterrées en béton préfabriqué, en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Démontages de bandes de contrebutage ou de filets d'eau en béton préfabriqué, en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Démolition sélective de caniveau, en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables d'enrobés bitumineux en morceaux  
Mise en Centre de Traitement Autorisé de déchets valorisables de béton non armé  
Mise en site autorisé de déchets traités de terres, sable et pierres naturelles en mélange  
Déblais de terre de retroussement, en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Terrassement pour canalisation, raccordement,..... , chambre de visite ou d'appareils  
Supplément pour déblai excédentaire en vue d'une évacuation lors du terrassement de canalisation, raccordement, drain, gaine, chambre de visite ou d'appareil  
Fondations en béton maigre pour fondations et contrebutages d'éléments linéaires  
Bordure en béton coulée en place  
Bordure en béton en provenance du chantier  
Bordure-filet d'eau en béton préfabriqué, en provenance du chantier  
Filet d'eau en béton préfabriqué, en provenance du chantier  
Caniveau rectangulaire fermé d'une grille métallique  
Pavage en pavés de pierre, démontage en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Pavage en pavés de béton, démontage en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Dallage de béton, démolition sélective avec évacuation  
Carrelage, démontage en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Dallage de béton, démontage en vue d'une réutilisation sur le chantier  
Remblayages de tranchées, en chaussée  
Remblayages de tranchées, en accotement  
Tuyaux en polyéthylène  
Gaines de protection posées sans tranchée, en polyéthylène, y compris évacuation des déblais éventuels  
Pièces d'étanchéité gaine/canalisation  
Prises d'eau en charge pour raccordements particuliers, tuyau en PVC ou PE  
Percements droit de mur pour raccordements particuliers  
Percements coudés de mur pour raccordements particuliers  
Vanne pour raccordement particulier  
Fonçages  
Divers : fonçage  
Divers : pièces de raccord  
Divers : ensembles-compteur  
Divers : branchements sur compteurs existants  
Divers : bouchons  
Somme réservée

TOTAL H.T.V.A. : 130.016,00 euros

TOTAL T.V.A.C. : 130.016,00 euros

TOTAL GENERAL H.T.V.A. et T.V.A.C. : 302.556,50 euros

**DECIDE** de passer le marché par adjudication publique.

La présente dépense sera imputée à l'article 874/73205-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2008.

**18<sup>ème</sup> OBJET : b) Renouvellement de la distribution d'eau Rue de Mathon à Dampicourt :  
avis d'adjudication.**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**ARRÊTE**, comme suit, l'avis d'adjudication :

N° de référence de la publication: @Ref:00687302/2008001749)

=====

**AVIS DE MARCHÉ**

**SECTION I POUVOIR ADJUDICATEUR**

I.1 NOM, ADRESSE ET POINT(S) DE CONTACT  
ADMINISTRATION COMMUNALE DE ROUVROY  
RUE DU 8 SEPTEMBRE 41, 6767 DAMPICOURT.

Personne de contact: MARTINE NAHANT (SECRETAIRE COMMUNALE-SECRETARIAT). Tél. (32-2) 63 58 86 60. Fax (32-2) 63 58 86 73. E-mail: martine.nahant@publilink.be.

Adresse internet générale du pouvoir adjudicateur (URL): www.rouvroy.be.

Adresse internet du profil d'acheteur (URL): info@rouvroy.be.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues:

PROVINCE DE LUXEMBOURG/SERVICE TECHNIQUE PROVINCIAL  
ZONING INDUSTRIEL DU MAGENOT 6, 6740 SAINTE-MARIE-SUR-SEMOIS.

Personne de contact: MONSIEUR FRANCK CLAUDOT, COMMISSAIRE VOYER. Tél. (32-2) 63 24 06 12. Fax (32-2) 63 45 67 39. E-mail: f.claudot@province.Luxembourg.be.

Adresse auprès de laquelle le cahier spécial des charges et les documents complémentaires (y compris les documents relatifs à un dialogue compétitif et à un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus:

Même adresse que le(s) point(s) de contact susmentionné(s): Oui

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées:

Même adresse que le(s) point(s) de contact susmentionné(s): Oui

I.2 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITÉ(S) PRINCIPALE(S)

Type de pouvoir adjudicateur (autre): ADMINISTRATION COMMUNALE.

Activité(s) principale(s): Services généraux des administrations publiques.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs: Non.

**SECTION II OBJET DU MARCHÉ**

II.1 DESCRIPTION

II.1.1 Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur: **RENOUVELLEMENT DE LA DISTRIBUTION D'EAU RUE DE MATHON A DAMPICOURT**

II.1.2 Type de marché (travaux): Exécution.

Lieu principal d'exécution: DAMPICOURT, RUE DE MATHON. Code NUTS: BE345.

II.1.3 L'avis implique: un marché public.

II.1.5 Description succincte du marché ou de l'achat/des achats: **RENOUVELLEMENT DE LA DISTRIBUTION D'EAU RUE DE MATHON A DAMPICOURT : MODERNISATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU ET REMPLACEMENT DES RACCORDEMENTS AU PLOMB RESTANT EN ACTIVITE EN RESPECT DES LEGISLATIONS EN VIGUEUR EN PREPARATION D'UN FUTUR AMENAGEMENT VOIRIE ET DE TROTTOIRS.**

II.1.6 Classification CPV:

Objet principal:

45332200,

II.1.7 Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP): Non.

II.1.8 Division en lots: Non.

II.1.9 Des variantes seront prises en considération: Non.

II.2 QUANTITÉ OU ÉTENDUE DU MARCHÉ

Valeur estimée hors TVA 302 556,50 EUR.

II.3 DURÉE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION

Durée en jours (à compter de la date de l'attribution du contrat): 99.

**SECTION III RENSEIGNEMENTS D'ORDRES JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

III.1 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

III.1.1 Cautionnement et garanties exigés  
VOIR CAHIER DES CHARGES.

III.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.2.1 Situation propre des opérateurs économiques

ATTESTATION O.N.S.S.

AGREATION CATEGORIE C CLASSE 3

ENREGISTREMENT CATEGORIE 06 OU 00.

III.2.2 Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies

VOIR CAHIER DES CHARGES.

III.2.3 Capacité technique

Renseignements et formalités pour évaluer si ces exigences sont remplies

VOIR CAHIER DES CHARGES.

**SECTION IV PROCEDURE**

IV.1 TYPE DE PROCEDURE

IV.1.1 Type de procédure: Ouverte.

## IV.2 CRITÈRES D'ATTRIBUTION

### IV.2.1 Critères d'attribution:

Prix le plus bas

### IV.3 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF.

IV.3.2 Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché: Non.

IV.3.3 Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif

Le cahiers spécial des charges, est-il gratuit ? Non

Informations pour le(s) cahier(s) des charges / documents:

LES DOCUMENTS NECESSAIRES SERONT ENVOYES APRES VIREMENT DU MONTANT REQUIS SUR LE COMPTE DE LA COMMUNE DE ROUVROY : 091-0005125-13

IV.3.4 Date limite de réception des offres ou des demandes de participation: .

IV.3.7 Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre:

IV.3.8 Modalités d'ouverture des offres

Lieu: MAISON COMMUNALE DE ROUVROY, RUE DU 8 SEPTEMBRE 41 à 6767 DAMPICOURT.

## **SECTION VI RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

VI.2 Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires: Non.

VI.3 Autres informations:

@Ref:00687302/2008001749

## **19<sup>ème</sup> OBJET : Nettoyage et traitement des façades et toitures de l'Eglise de Rouvroy.**

Le Conseil Communal, *par 8 voix pour,*

*1 voix contre (A. BRACKMAN : « rien n'est prévu pour les chêneaux et les descentes d'eau » ; souhaite la remise d'un document technique justifiant la technique utilisée pour le nettoyage de la toiture sous pression),*

Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, indique que les documents techniques seront demandés à l'auteur de projet.

Vu sa décision de principe du 08 mars 2006 de procéder au nettoyage et au traitement des façades et toitures de l'Eglise de Rouvroy ;

Vu le projet remis le 18 janvier 2008 par l'Atelier d'Architecture Daniel Nizet, Rue J.Renquin 29 à 6600 BASTOGNE, désigné en qualité d'auteur de projet par le Collège Communal le 27 juin 2007, en remplacement de Monsieur Eric RONGVAUX, Architecte, Rue du 5 Septembre 28 à 6747 SAINT-LEGER, aux mêmes honoraires (contrat signé le 03 octobre 2007) ;

**APPROUVE**, comme suit, le projet des travaux de nettoyage et traitement des façades et toitures de l'Eglise de Rouvroy, s'élevant au montant de 63.494,34 euros T.V.A.C. :

| Article                                      | Désignation des ouvrages                                  | T.M | U   | Quantité | Prix unit. | Total           |
|--|---|-----|-----|----------|------------|-----------------|
| 1  | <b>Travaux préparatoires</b>                              |     |     |          |            |                 |
| 1.1  | Installation de chantier                                  | FFT | FFT | 1        | 1500,00    | 1500,00         |
| 1.2  | Raccordements provisoires aux réseaux existants           | FFT | FFT | 1        | 300,00     | 300,00          |
| 1.3  | Etat des lieux  | FFT | FFT | 1        | 950,00     | 950,00          |
| 1.4  | Sécurité et santé   |     |     |          |            |                 |
| 1.4.1  | Généralités   | FFT | FFT | 1        | 600,00     | 600,00          |
| 1.4.2  | Echafaudages, échelles, moyens de levages - Protections   | FFT | FFT | 1        | 8500,00    | 8500,00         |
| Total pour 1 <b>Travaux Préparatoires</b>    |   |     |     |          |            | <b>11850,00</b> |
| 2  | <b>Réparation - nettoyages</b>                            |     |     |          |            |                 |
| 2.1  | Réparation diverses des maçonneries                       | QP  | Hr  |          | 10,00      | 400,00          |
| 2.2  | Nettoyage à l'eau des maçonneries enduites                | QP  | M2  | 339,43   | 4,80       | 1629,26         |
| 2.3  | Nettoyage à l'eau des maçonneries non enduites et pavages | QP  | M2  | 672,7    | 4,50       | 3027,15         |
| 2.4  | Nettoyage à l'eau des maçonneries du muret d'enceinte     | QP  | M2  | 134,28   | 4,50       | 604,26          |
| 2.5  | Nettoyage à l'eau des toitures des transepts              | QP  | M2  | 63,86    | 5,50       | 351,23          |
| 2.6  | Nettoyage chimique des maçonneries enduites               | QP  | M2  | 339,43   | 8,80       | 2986,98         |
| 2.7  | Nettoyage chimique des maçonneries et pavages             | QP  | M2  | 672,7    | 8,80       | 5919,76         |
| 2.8  | Nettoyage chimique des maçonneries du mure d'enceinte     | QP  | M2  | 134,28   | 8,80       | 1181,66         |
| 2.9  | Nettoyage chimique des toitures des transepts             | QP  | M2  | 63,86    | 10,00      | 638,60          |
| Total pour 2 <b>Réparations - Nettoyages</b> |   |     |     |          |            | <b>16738,91</b> |
| 3  | <b>Façades</b>  |     |     |          |            |                 |

|                                       |   |     |     |        |         |                 |
|---------------------------------------|---|-----|-----|--------|---------|-----------------|
| 3.1                                   | Traitement préalable des maçonneries non enduites | FFT | FFT | 1      | 2800,00 | 2800,00         |
| 3.2                                   | Hydrofugeage des maçonneries non enduites         | FFT | FFT | 1      | 5500,00 | 5500,00         |
| 3.3                                   | Peinture silicate des maçonneries enduites        | QP  | M2  | 339,43 | 25,00   | 8485,75         |
| <b>Total pour 3 Façades</b>           |   |     |     |        |         | <b>16785,75</b> |
| <b>4</b>                              | <b>Murets d'enceinte</b>                          |     |     |        |         |                 |
| 4.1                                   | Traitement préalable des surfaces                 | FFT | FFT |        | 450,00  | 450,00          |
| 4.2                                   | Hydrofugeage des surfaces                         | FFT | FFT |        | 750,00  | 750,00          |
| <b>Total pour 4 Murets d'enceinte</b> |   |     |     |        |         | <b>1200,00</b>  |
| <b>5</b>                              | <b>Toitures</b>                                   |     |     |        |         |                 |
| 5.1                                   | Traitement préalable des surfaces                 | FFT | FFT | 1      | 2000,00 | 2000,00         |
| 5.2                                   | Hydrofugeage des surfaces                         | FFT | FFT | 1      | 2600,00 | 2600,00         |
| 5.3                                   | Réparation en recherche                           | QP  | Hr  | 20     | 50,00   | 1000,00         |
| 5.4                                   | Matériaux : fourniture de 300 € à préciser        | FFT | FFT | 1      | 300,00  | 300,00          |
| <b>Total pour 5 Toitures</b>          |   |     |     |        |         | <b>5900,00</b>  |

|                                  |                 |
|----------------------------------|-----------------|
| Montant Total<br>Hors T.V.A.     | <b>52474,66</b> |
| T.V.A. 21%                       | <b>11019,68</b> |
| Montant Total<br>T.V.A. comprise | <b>63494,34</b> |

La présente dépense sera imputée à l'article 790/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2008.

**DECIDE** de passer le marché par procédure négociée sans publicité.

**ARRÊTE**, comme suit, l'avis de marché :

Offre : L'enveloppe fermée contenant l'offre et ses annexes porte les mentions suivantes :

Séance d'ouverture des offres du :  
 Entreprise de Travaux de rafraîchissements extérieurs de l'Eglise de ROUVROY  
 Lot unique

Pour l'envoi par la poste, ladite enveloppe doit être glissée dans une seconde, fermée également et portant, outre l'adresse, la mention « OFFRE ».

L'offre et le Métré Récapitulatif doivent être envoyés à :

Administration communale de Rouvroy  
 Rue du Huit Septembre, 41 à 6767 Dampicourt,  
 A l'attention du Collège Communal.

L'ouverture des offres aura lieu le \_\_\_\_\_ à la Maison communale de Rouvroy.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires.

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents :

Les documents peuvent être obtenus au bureau de l'auteur de projet, 29 rue J.Renquin à 6600 Bastogne

- moyennant la somme de 15,77 € à payer en espèce, à l'enlèvement
- ou 18,18 € à virer au compte n°000-1411692-51 de l'auteur de projet, en indiquant clairement le motif du paiement, pour les recevoir par la poste.

**20<sup>ème</sup> OBJET : Adhésion au Secteur « Groupement d'Informations Géographiques ».**

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

Vu la nécessité pour la Commune d'avoir accès à diverses informations géographiques complètes et compatibles entre elles ;

Vu le partenariat initié le 13 novembre 1997 entre I.D.E.L.U.X., l'A.I.V.E., la Direction des Services Techniques de la Province et la Fédération provinciale des Secrétaires Communaux en vue de développer un système original d'informations géographiques, capable de s'intégrer dans un système d'informations plus général, susceptible de répondre aux attentes et aux besoins des différentes communes luxembourgeoises et de constituer un réel outil d'aide à la gestion communale ;

Vu l'intérêt pour notre Administration Communale de pouvoir disposer des compétences techniques nécessaires à la mise en place d'un tel système original d'informations géographiques et d'en mutualiser les coûts ;

Vu la proposition faite par l'A.I.V.E. et la Direction des Services Techniques de la Province, exprimée lors de la présentation du 04/12/2007 de créer un Secteur afin de mettre en commun les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif ;

Vu le projet de règlement d'ordre intérieur du Secteur à constituer ;

**DECIDE :**

- de souscrire et libérer une part du capital du Secteur « Groupement d'informations géographiques » de l'Association Intercommunale pour la Valorisation de l'Eau, d'un montant de 25 euros ;
- de se dessaisir au profit du Secteur « Groupement d'informations géographiques » de ses compétences en matière de compilation, d'intégration de données géographiques et de diffusion de leur contenu.

**S'ENGAGE** à inscrire à son budget, le montant de la cotisation qui lui incombe sur base du résultat prévisionnel du Secteur tel qu'il ressort du budget approuvé par les organes de l'Intercommunale sur avis conforme du Comité de Secteur.

**DECIDE :**

- d'approuver le règlement d'ordre intérieur du Secteur repris ci-après ;
- de désigner Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, pour faire partie du Comité de Secteur ;
- de charger le Collège Communal d'exécuter la présente décision.

**COMITE DE SECTEUR**  
**Groupement d'informations géographiques**

**REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR**  
**arrêté le 31/10/2007**

Le Comité de secteur,

Vu le Code de la démocratie locale et notamment son article L1523-10, qui stipule que chaque organe de gestion adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'Assemblée générale conformément à l'article L1523-14,

Vu l'article 55 alinéa 10 des statuts de l'Intercommunale Aive qui stipule « *Sous réserve de ce qui précède et sauf dispositions contraires, toutes les règles figurant dans les présents statuts relatives au conseil d'administration et aux administrateurs sont applicables aux comités de secteur et à leurs membres* »,

Vu la résolution de l'Assemblée générale de l'Aive du 29 juin 2007 qui fixe le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur,

Considérant que, outre le contenu minimal fixé par l'Assemblée générale et que ledit Code prescrit d'y consigner, ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement de l'organe concerné,

Arrête comme suit son règlement d'ordre intérieur qui devra être soumis à la signature de ses membres et observateurs :

**1. Composition du Comité de secteur**

**1.1. Membres de droit – représentants des associés - majorité communale**

Le Comité de secteur est composé, outre du Directeur général de l'association et du Directeur du département concerné, de représentants des différentes catégories d'associés dont la majorité est constituée des représentants des Communes associées<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Art. 55 al. 1 des statuts

## 1.2. Les membres

### **1.2.1. Nomination**

Les membres du Comité de secteur sont désignés par les associés du secteur.

Le nombre de membres composant le Comité de secteur est fixé de commun accord par les associés au sein du secteur.

Tout différend qui naîtrait entre associés au sein d'un même secteur quant à la composition du Comité de secteur, sera tranché définitivement par le Conseil d'administration de l'association<sup>3</sup>.

### **1.2.2. Désignation à la proportionnelle et qualité des membres**

Les membres représentant les Communes ou la Province associées au Secteur sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble du Conseil communal ou provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'intercommunale avant le 1er mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Aux fonctions de membres réservées aux Communes et à la Province, ne peuvent être nommés que des membres des Conseils ou Collèges communaux et provinciaux<sup>4</sup>.

### **1.2.3. Sexe**

Les membres représentant les Communes ou la Province sont de sexe différent<sup>5</sup>.

Si tous les conseillers membres des organes issus des calculs de la règle proportionnelle ci-dessus sont du même sexe, un membre supplémentaire est nommé sur proposition des Communes associées.

Le membre ainsi nommé a, dans tous les cas, voix délibérative dans le Comité de secteur<sup>6</sup>.

### **1.2.4. Membres suppléants**

Des suppléants peuvent être désignés dans les mêmes conditions que les membres effectifs pour les remplacer en cas d'absence ou d'empêchement<sup>7</sup>.

## 1.3. Les fonctions de Président, vice-Président(s), Secrétaire

Après sa constitution, le Comité de secteur élit parmi ses membres un Président, le cas échéant, un ou plusieurs vice-Présidents, et un Secrétaire dont le mandat prend fin avec celui de membre.

Le secrétaire peut être choisi en dehors du Comité de secteur.

Le Président du Comité de secteur est choisi parmi les représentants des Communes au sein du Comité de secteur<sup>8</sup>.

En cas d'absence du Président, la séance est présidée par le vice-Président qui a la plus grande ancienneté au Comité de secteur, ou à défaut de vice-Président, par le membre qui a la plus grande ancienneté au Comité de secteur et qui est issu des représentants communaux ou provinciaux. A ancienneté égale, c'est le plus âgé qui préside<sup>9</sup>.

## 1.4. Le(s) observateur(s)

Le Comité de secteur peut autoriser un ou plusieurs observateurs qu'il désigne nommément, à assister à ses réunions<sup>10</sup>.

---

<sup>3</sup> art. 55 al. 2 des statuts

<sup>4</sup> art. 55 al. 7 des statuts et par analogie à l'art. 34 § 3 des statuts

<sup>5</sup> par analogie à l'art. 34 § 2 des statuts

<sup>6</sup> par analogie à l'art. 34 § 4 des statuts

<sup>7</sup> art. 55 al. 8 des statuts

<sup>8</sup> art. 55 al. 3

<sup>9</sup> par analogie à l'art. 35 des statuts

<sup>10</sup> par analogie à l'art. 34 § 5 al. 2 des statuts

Les règles de déontologie et d'éthique applicables aux membres du Comité de secteur telles que visées au point 4.2 sont également applicables mutatis mutandis aux personnes autorisées à siéger en qualité d'observateurs. A ce titre, elles sont également signataires du présent règlement d'ordre intérieur.

#### 1.5. Durée du mandat – démission - révocation

La durée du mandat de membre du Comité de secteur est de six ans<sup>11</sup>. Toutefois, tous les mandats en ce compris celui des observateurs, prennent fin immédiatement après la première Assemblée générale qui suit le renouvellement des Conseils communaux et provinciaux. Il est procédé, lors de la même Assemblée générale, à l'installation des nouveaux organes<sup>12</sup>.

Tout membre d'un Conseil communal et provincial exerçant, à ce titre, un mandat est réputé de **plein droit démissionnaire** :

- dès l'instant où il cesse de faire partie de ce Conseil communal et provincial;
- dès l'instant où il ne fait plus partie de la liste politique sur laquelle il a été élu de par sa volonté ou suite à son exclusion<sup>13</sup>.

Chaque administrateur ou observateur peut **démissionner de ses fonctions** en adressant au Président du Comité de secteur une lettre à cette fin et précisant la date de prise d'effet de sa démission. Jusqu'à son remplacement, il continue à assumer son mandat.

En cas de décès, démission ou retrait d'un membre, l'associé qui l'avait désigné procède à son **remplacement** en conformité avec les règles énoncées ci-avant. Le membre ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les candidatures pour le remplacement de membres sont présentées conformément aux dispositions du point 1.2 ci-avant<sup>14</sup>.

De même, un associé peut décider à tout moment de remplacer l'un ou l'autre de ses représentants au sein du Comité de secteur ou le **révoquer** conformément au point 4.3 ci-dessous.

## **2. Pouvoirs et missions du Comité de secteur**

### 2.1. Droit d'initiative et avis conforme favorable

Le Comité de secteur ne constitue **pas un organe restreint de gestion** au sens de l'art. L1523-18 du CDLD<sup>15</sup>. Il ne détient dès lors formellement aucun pouvoir de décision. Toutefois, les connaissances et compétences particulières de ses membres en ce qui concerne l'objet social spécifique du secteur « GIG », lui permettent de jouer un **rôle primordial** dans le mécanisme de prise de décisions des organes de l'Intercommunale.

Ainsi, le Comité de secteur dispose d'un **droit d'initiative** pour proposer au Conseil d'administration de l'Intercommunale et le cas échéant au Comité permanent, toutes mesures relatives au fonctionnement du secteur et à la promotion de ses activités.

De plus, chaque fois qu'une décision à prendre par l'organe de gestion de l'association, est susceptible d'avoir une répercussion économique, financière et/ou sociale sur un secteur déterminé, cette décision ne peut-être valablement prise que pour autant que le Comité de secteur concerné ait donné un **avis conforme favorable**<sup>16</sup>.

### 2.2. Missions spécifiques

Chaque année, le Conseil d'administration de l'Intercommunale établit les documents ci-après sur lesquels le Comité de secteur est invité à donner un avis conforme favorable<sup>17</sup>.

1. **L'inventaire et les comptes annuels** du Secteur lesquels comprennent le bilan, le compte de résultats, la liste des adjudicataires et l'annexe qui forment un tout. Ces documents sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.
2. **Le rapport de gestion** lequel comporte :
  - un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société.
  - les données sur les événements survenus après la clôture de l'exercice.

Ces pièces et le rapport de gestion sont transmis au Collège des Contrôleurs aux comptes au moins quarante jours avant l'assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale de façon à ce que ceux-ci puissent établir leur propre rapport.

<sup>11</sup> par analogie à l'art. 34 § 1 des statuts

<sup>12</sup> par analogie à l'art. 51 dernier alinéa des statuts

<sup>13</sup> par analogie à l'art. 51 al. 1 des statuts

<sup>14</sup> par analogie à l'art. 52 des statuts

<sup>15</sup> art. 55 al. 4 des statuts

<sup>16</sup> art. 55 al. 4 et 5 des statuts

<sup>17</sup> art. 55 al. 6 des statuts

3. **Le plan stratégique** du secteur pour trois ans, incluant notamment :
  - o un rapport permettant de faire le lien entre les comptes approuvés des trois exercices précédents et les perspectives d'évolution et de réalisation pour les trois années suivantes,
  - o les budgets de fonctionnement et d'investissement,
  - o des indicateurs de performance et des objectifs qualitatifs et quantitatifs permettant un contrôle interne dont les résultats seront synthétisés dans un tableau de bord.

Les modalités de publicité du plan stratégique seront déterminées par le Gouvernement wallon.

4. **L'évaluation annuelle du plan stratégique** à soumettre à l'approbation de la seconde Assemblée générale prévue à l'article 29 § 4 des statuts.
5. **Le rapport spécifique sur les prises de participation** prévu à l'article 56 des statuts.

Tout programme d'action et d'investissement devra être accompagné d'un plan de financement et d'un compte d'exploitation prévisionnel<sup>18</sup>.

### **3. Fonctionnement du Comité de secteur**

#### **3.1. Fréquence, lieu et heure des réunions**

Le Comité de secteur se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et en principe au moins deux fois par an.

Les réunions se tiennent au siège social, ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation<sup>19</sup>. La convocation précise l'heure de la réunion.

#### **3.2. Compétence de décider la convocation d'une réunion**

**3.2.1.** - La compétence de décider que le Comité de secteur se réunira tel jour, à telle heure, appartient au Président<sup>20</sup> ou en cas d'absence de celui-ci, à son remplaçant comme indiqué au point 1.3 ci-dessus.

Pour permettre à chaque membre de planifier son agenda, le Comité approuve en fin d'année un agenda prévisionnel des réunions de l'année suivante. Cet agenda peut être modifié à tout moment par le Président en fonction des contraintes nouvelles et moyennant une information donnée le plus tôt possible à l'ensemble des membres.

**3.2.2.** - Lors d'une de ses réunions, le Comité de secteur peut décider à la majorité des membres présents que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

**3.2.3.** - Si le Président refuse ou s'il est empêché de convoquer la réunion, le Comité de secteur peut être convoqué par quatre membres<sup>21</sup>.

#### **3.3. Ordre du jour et textes de travail**

**3.3.1.** - La compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du Comité de secteur appartient au Président. Quatre membres peuvent également inscrire un point à l'ordre du jour si le Président a refusé de le faire<sup>22</sup>.

Pour des raisons de lisibilité, les points inscrits à l'ordre du jour sont regroupés par grands thèmes.

**3.3.2.** - Chaque point à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, sauf urgence dûment motivée, être accompagné par un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision.

En cas de décision portant sur les intérêts commerciaux et stratégiques, le projet de délibération peut ne pas contenir de projet de décision<sup>23</sup>.

**3.3.3.** - Lorsque le Président convoque le Comité de secteur sur la demande de quatre de ses membres, l'ordre du jour de la réunion du Comité comprend par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

**3.3.4.** - Le Comité de secteur ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Un point non inscrit à l'ordre du jour peut toutefois être mis en discussion et donner lieu à décision si la majorité des membres présents et représentés marquent leur accord.

#### **3.4. Délai, forme et envoi de la convocation et des documents annexes**

**3.4.1.** Sauf les cas d'urgence dûment motivée, la convocation du Comité de secteur - laquelle reprend la liste des points de l'ordre du jour - se fait, par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion<sup>24</sup>, dans le respect du prescrit du point 3.3.2.

Par « **sept jours francs** », il y a lieu d'entendre, sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de l'envoi de la convocation des membres du Comité de secteur et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

---

<sup>18</sup> Art. 55 al. 8 des statuts

<sup>19</sup> par analogie à l'art. 36 des statuts

<sup>20</sup> par analogie à l'art. 36 al. 1 des statuts

<sup>21</sup> par analogie à l'art. 36 al. 1 des statuts

<sup>22</sup> par analogie à l'art. 36 al. 2 des statuts

<sup>23</sup> par analogie à l'art. 36 al. 3 et 4 des statuts

<sup>24</sup> par analogie à l'art. 36 al. 3 des statuts

Par « **écrit** », il y a lieu d'entendre un courrier simple adressé par les services de la poste ou par porteur.

Par « **domicile** », il y a lieu d'entendre l'adresse d'inscription du membre au registre de population ou le domicile élu par le membre tel qu'il aura été communiqué préalablement au secrétariat du service cartographie.

**3.4.2.** Les documents contenant l'information relative aux points faisant l'objet de l'ordre du jour, sont adressés en même temps et de la même manière que la convocation. A la demande des membres qui en font la demande expresse, ils peuvent toutefois être adressés en plus ou exclusivement par voie électronique à l'adresse électronique qu'ils auront communiquée préalablement au secrétariat du service cartographie.

### 3.5. Consultation de pièces et demande d'informations techniques complémentaires

Chaque membre pourra demander de consulter les pièces se rapportant aux points mis à l'ordre du jour et ne figurant pas dans les textes de travail, et/ou recevoir des informations techniques à ce propos, en adressant sa demande soit au Président, soit au Directeur Général adjoint.

### 3.6. Police des réunions – ouverture et clôture

La police des réunions du Comité de secteur appartient au Président de même que la compétence de les ouvrir et de les clore. La compétence de clore les réunions comporte celle de les suspendre.

Le Président doit ouvrir les réunions du Comité de secteur au plus tard un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation sauf si l'ensemble des membres présents marque son accord pour allonger ce délai d'attente.

### 3.7. Personnes autorisées à assister aux réunions – voix consultative

Sauf décision contraire du Comité de secteur, seuls peuvent être présents aux réunions, les membres du Comité de secteur, leurs suppléants, les observateurs désignés, le Secrétaire dans la mesure où il est désigné en dehors des membres, et tout membre du personnel spécialement désigné à cet effet, invité à présenter un dossier ou affecté à une tâche particulière.

Le Comité de secteur peut toujours entendre des experts et d'une manière générale toute personne qu'il jugera utile.

Les observateurs désignés par le Comité de secteur assistent aux séances du Comité avec voix consultative mais ne sont pas pris en considération pour le calcul de la représentation proportionnelle ni pour le calcul du nombre de membres.

### 3.8. Déroulement des réunions

**3.8.1.** De façon à ne pas perturber le bon déroulement des travaux, toutes les personnes autorisées à assister aux réunions du Comité de secteur, sont invitées à ne pas faire usage de leur mobilophone pendant toute la durée de la réunion.

**3.8.2.** Au début de chaque réunion, le Président énumère les points de l'ordre du jour qu'il propose d'examiner et de débattre en priorité en fonction de leur objet ou de leur nature. Il demande aux membres du Comité de secteur s'ils souhaitent ajouter d'autres points à cette liste. A défaut, d'avoir arrêté en début de séance une liste de points à examiner en priorité, les points de l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre indiqué par la convocation.

**3.8.3.** Le Président ou la personne désignée par lui, pour chaque point de l'ordre du jour,

- a) le commente ou invite à le commenter,
- b) accorde la parole aux membres du Comité de secteur qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes,
- c) clôt la discussion,
- d) circonscrit l'objet du vote et met aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les modifications proposées au texte initial.

**3.8.4.** Lorsque le Président a clos une réunion du Comité de secteur,

- a) celui-ci ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte sauf si la totalité des membres présents marque formellement son accord.

### 3.9. Quorum de présence

Le Comité de secteur ne peut délibérer valablement que si la majorité de l'ensemble des membres est présente ou représentée<sup>25</sup>.

Si le nombre des membres du Comité de secteur présents ou représentés n'est pas ou plus suffisant pour délibérer, le Comité de secteur peut toujours, s'il l'estime utile, continuer à débattre des points d'information. A défaut, le Président clôt la réunion immédiatement. Dans ce cas, le Comité est convoqué à nouveau endéans les trente jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés et sur les points inscrits pour la deuxième fois à l'ordre du jour<sup>26</sup>.

<sup>25</sup> par analogie à l'art. 37 al. 1 des statuts

<sup>26</sup> par analogie à l'art. 38 des statuts

### 3.10. Procurations

Chacun des membres du Comité de secteur peut, même par simple lettre ou par fax, voire par la production d'un courrier électronique imprimé, conférer à un autre membre du même groupe, le droit de le représenter et de voter pour lui à une séance déterminée du Comité de secteur.

Chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration, le mandataire devant obligatoirement faire partie du même groupe de membres que son mandant. Les groupes à prendre en considération pour l'application de la présente disposition sont les groupes d'administrateurs représentant :

1. les Communes,
2. la Province,
3. les autres associés<sup>27</sup>.

Les procurations sont conservées au siège administratif et mention en est faite au procès-verbal de la réunion.

### 3.11. Quorum de vote

Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf dans les cas où des dispositions légales ou statutaires en disposent autrement. Ainsi la majorité des deux tiers est requise pour toute décision concernant les propositions de modification aux statuts qui doivent être soumises au Comité de secteur et à l'Assemblée générale de l'Intercommunale<sup>28</sup>.

Les avis du Comité de secteur ne sont donnés valablement que s'ils sont l'expression de la position outre de la majorité des membres, des membres représentant les Communes associées<sup>29</sup>.

En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante si un tiers des voix estime qu'il y a urgence à prendre une décision<sup>30</sup>.

### 3.12. Type de vote

Le Président met tout en œuvre pour aboutir à une **décision consensuelle** de l'ensemble des membres. A défaut d'avoir pu dégager un consensus, le Président décide de recourir soit au mode de vote à **main levée**, soit si aucune majorité nette ne se dégage, au **vote public** qui consiste à appeler individuellement chacun des membres et à l'inviter à exprimer son vote publiquement. En toute hypothèse et notamment en cas de questions de personnes, le Comité de secteur peut décider de recourir au **scrutin secret**.

Dans des cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence (c'est-à-dire l'impossibilité de réunir un Comité de secteur à bref délai) et l'intérêt social, la prise de décision peut être faite **par écrit**. Dans ce cas, le consentement unanime des membres est requis.

### 3.13. Procès-verbal des réunions

#### **3.13.1. Contenu du procès-verbal**

Le procès-verbal des réunions du Comité de secteur reprend, tous les points mis à l'ordre du jour dans l'ordre figurant dans la convocation, c'est-à-dire regroupés par grands thèmes.

Le procès-verbal contient donc:

- le texte complet, y compris leur motivation, des avis et propositions de décisions;
- le compte rendu des interventions des membres sans toutefois mentionner leur identité;
- la suite réservée à tous les points de l'ordre du jour n'ayant pas fait l'objet d'un vote;
- la constatation que toutes les formalités légales ont été accomplies: nombre de présents, résultat du vote ...

A la demande expresse d'un membre, la considération qu'il a émise et/ou son identité devra être spécialement consignée dans le procès-verbal.

#### **3.13.2. Approbation du procès-verbal**

Excepté dans l'hypothèse où le procès-verbal a été rédigé et approuvé en séance, le premier point de l'ordre du jour concerne l'approbation du procès-verbal de la séance précédente. A cet effet, le projet de procès-verbal fait partie des documents annexés à la convocation envoyée aux membres. Si tel n'est pas le cas, il en est donné lecture avant d'être soumis à l'approbation des membres.

Les observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente doivent être formulées au moment de l'examen du point relatif à l'approbation de celui-ci et à ce moment seulement.

---

<sup>27</sup> par analogie à l'art. 37 dernier alinéa des statuts

<sup>28</sup> par analogie à l'art. 37 al. 4 des statuts

<sup>29</sup> art. 55 al. 9

<sup>30</sup> par analogie à l'art. 37 al. 3 des statuts

Si des observations sont formulées et adoptées par le Comité de secteur, il est procédé immédiatement à la modification du procès-verbal. Toutefois, s'il ne peut être procédé à cette modification sur le champ ou si le membre à l'origine de la modification le souhaite, un nouveau texte amendé est présenté pour approbation à la séance suivante. En toute hypothèse, les observations formulées quant à l'approbation du procès-verbal de la séance précédente, sont reprises dans le procès-verbal de la réunion au cours de laquelle elles sont faites.

Si l'examen du point relatif à l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente s'écoule sans observation, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté.

Une fois adopté, le procès-verbal est signé par le Président et le Secrétaire de séance et transmis par voie électronique à tous les membres dans les trois semaines qui suivent la réunion<sup>31</sup>.

Chaque fois que le Comité de secteur le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents qui le souhaitent.

### **3.13.3. Copies et extraits conformes du procès-verbal**

Les copies conformes et extraits du procès-verbal sont signés par le Président, par le Directeur général ou par le Secrétaire général<sup>32</sup>.

### **3.13.4. Archives**

Le procès-verbal du Comité de secteur est conservé dans les archives de l'Intercommunale<sup>33</sup>.

#### **3.14. Politique de communication**<sup>34</sup>

Tout membre du Comité de secteur est tenu au devoir de discrétion.

Le Président et le Directeur général sont seuls chargés de la communication sur les décisions prises. Toutefois, la communication sur une ou plusieurs décisions prises peut être mise en débat lors de chaque réunion.

Cette communication ne peut être contraire à l'intérêt de l'intercommunale, ni de nature à porter atteinte au respect de la vie privée.

## **4. Les membres du Comité de secteur**

### **4.1. Interdictions et incompatibilités**

#### **4.1.1. Interdiction faite à un membre d'un des organes de la société gestionnaire / concessionnaire**

Nul ne peut représenter, au sein de l'association, l'une des autorités administratives associées, s'il est membre d'un des organes de la société gestionnaire ou concessionnaire de l'activité pour laquelle l'association est créée<sup>35</sup>.

#### **4.1.2. Interdictions faites à tout membre du Comité de secteur**

Il est interdit à tout membre du Comité de secteur :

1. d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;
2. de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec l'association;
3. d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'association. Il ne peut, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'intercommunale.

La prohibition visée à l'alinéa 1er, 1, ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions<sup>36</sup>.

#### **4.1.3. Interdiction d'exercer plus de trois mandats exécutifs**

L'exercice d'un mandat au sein du Comité de secteur, organe consultatif, ne constitue pas un mandat exécutif dans la mesure où il ne confère pas à son titulaire des pouvoirs délégués de décision ou s'exerçant dans le cadre d'un organe restreint de gestion.

#### **4.1.4. Conflit d'intérêt direct et permanent**

Nul ne peut être désigné aux fonctions de membre du Comité de secteur réservées aux autorités administratives associées, s'il exerce un mandat dans des organes de gestion et de contrôle d'une association de droit privé qui a pour objet une activité similaire susceptible d'engendrer dans son chef un conflit d'intérêts direct et permanent<sup>37</sup>.

<sup>31</sup> par analogie à l'art. 39 al. 2 des statuts

<sup>32</sup> par analogie à l'art. 39 al. 3 des statuts

<sup>33</sup> par analogie à l'art. 39 al. 1 des statuts

<sup>34</sup> Art. 20 al.3, 8, c des statuts

<sup>35</sup> Art. 48 des statuts

<sup>36</sup> par analogie à l'art. 49 § 1 des statuts

#### 4.1.5. Membre du personnel de l'Intercommunale

Un Conseiller communal, un Echevin ou un Bourgmestre d'une Commune associée, un Conseiller provincial d'une Province associée, ne peut être membre du Comité de secteur s'il est membre du personnel de celle-ci<sup>38</sup>.

#### 4.2. Règles de déontologie et d'éthique

Les membres du Comité de secteur s'engagent:

- à veiller au fonctionnement efficace du Comité de secteur,
- à observer les règles de déontologie en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics, notamment:
  1. agir en toutes circonstances de manière indépendante,
  2. veiller au respect des intérêts et objectifs de l'intercommunale ainsi qu'à la protection des intérêts de l'ensemble des associés et de l'intérêt général,
  3. assumer pleinement (c'est-à-dire avec motivation, disponibilité et rigueur) leur mandat et participer avec assiduité et ponctualité aux réunions du Comité de secteur, ainsi qu'aux réunions auxquelles ils sont tenus de participer en raison de leur mandat au sein de ladite intercommunale,
  4. déclarer tout intérêt dans un dossier faisant l'objet d'un examen par le Comité de secteur et quitter la séance pendant l'examen du point en cause dès l'instant où il existe un risque d'opposition d'intérêt par rapport à la décision à prendre, l'opposition d'intérêt résultant exclusivement du mandat communal ou provincial en vertu duquel un administrateur a été désigné ne pouvant être prise en compte,
  5. adopter une démarche proactive, au niveau tant individuel que collectif, dans l'optique d'une bonne gouvernance, notamment encourager toute mesure qui favorise la performance de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'intercommunale,
  6. tenir compte des attentes légitimes de tous les partenaires de l'intercommunale (collectivité, usagers, personnel, fournisseurs et créanciers),
  7. éviter tout usage inapproprié d'informations privilégiées, notamment :
    - s'abstenir de diffuser toute information qui nuirait à l'objectivité de ladite information ainsi que des informations dont ils savent ou ont des raisons de croire qu'elles sont fausses ou trompeuses,
    - s'abstenir de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et décisions à des fins étrangères à leur fonction,
    - ne pas divulguer d'information reçue à titre confidentiel sous quelque forme que ce soit dans le cadre de leur mandat et pour l'exercice de celui-ci, ayant trait aux activités exercées par des tiers, à leurs projets et/ou concernant la vie privée d'autres personnes;
- à développer et à mettre à jour leurs compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'intercommunale;
- à veiller à ce que l'organe consultatif dont ils font partie, respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que les statuts de l'intercommunale.

#### 4.3. Responsabilité des membres du Comité de secteur

Les membres du Comité de secteur ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'association<sup>39</sup>.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans le cadre de celui-ci.

A tout moment, tout membre du Comité de secteur peut être **révoqué** par l'associé qui l'a désigné, à la demande du Comité de secteur, pour violation de son règlement d'ordre intérieur ou pour violation des règles de déontologie et d'éthique visées au point 4.2. Le membre est entendu préalablement par le Comité de secteur.

#### 4.4. Jetons de présence – indemnité de fonction

Avec l'accord des associés du secteur et de l'Assemblée générale de l'Intercommunale sur avis du Comité de rémunération<sup>40</sup>, des **jetons de présence** peuvent être alloués, par séance effectivement prestée, aux membres du Comité de secteur<sup>41</sup>. Par « séance effectivement prestée », il faut entendre une séance complète, jusque et y

<sup>37</sup> par analogie à l'art. 49 § 3 des statuts

<sup>38</sup> par analogie à l'art. 49 § 4 des statuts

<sup>39</sup> par analogie à l'art. 50 § 3 al. 1 des statuts

<sup>40</sup> par référence à l'art. L1523-14 CDLD

<sup>41</sup> par analogie à l'art. 44 al. 1 des statuts

compris l'examen du dernier point inscrit à l'ordre du jour nécessitant une délibération. Si, en cours de séance, le Comité de secteur est amené à constater qu'il n'est plus en nombre pour délibérer valablement sur les points restants de l'ordre du jour, aucun jeton de présence ne sera dû aux membres qui auront quitté anticipativement la réunion qu'ils aient ou non donné procuration.

Les membres qui assistent à plusieurs réunions du même organe de la même intercommunale qui ont lieu le même jour n'ont droit qu'à un seul jeton de présence.

Le montant du jeton de présence ne peut excéder les limites établies par le Gouvernement wallon<sup>42</sup>.

En lieu et place de jetons de présence, il peut être alloué selon les mêmes modalités, une **indemnité de fonction** aux membres qui assurent une mission plus étendue, dans les limites des conditions d'attribution établies par le Gouvernement wallon<sup>43</sup>.

#### 4.5. Relations entre les membres, les observateurs et les services de l'intercommunale

Chaque membre ou observateur du Comité de secteur qui souhaite obtenir des informations ou renseignements auprès d'un service de l'Intercommunale en rapport avec les activités du secteur, en formule la demande auprès du Directeur général ou son remplaçant, ou auprès du Directeur général adjoint ou son remplaçant, lequel lui désignera le/ou les membres du personnel chargés de le renseigner.

### **5. Droit de consultation et de visite des membres des Conseils communaux et provinciaux**<sup>44</sup>

**5.1.** Les Conseillers communaux et provinciaux des Communes associées et de la Province peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des intercommunales, relatifs au Secteur dont le Comité de secteur constitue l'organe consultatif.

Afin de permettre aux services de réunir ces documents, le(s) conseiller(s) adresse(nt) une demande au Président de l'Intercommunale, et/ou au Président du Comité de Secteur, et/ou au Directeur général, et/ou au Directeur général adjoint et/ou au Secrétaire général précisant l'objet de la consultation ainsi que les documents qu'il(s) souhaite(nt) pouvoir consulter. Il y est donné suite dans les meilleurs délais dans la mesure où la communication de pièces n'est pas de nature à porter gravement atteinte à l'intercommunale, à la vie privée, à une obligation de secret instaurée par la loi ou un décret, au caractère par nature confidentiel des informations d'entreprises ou de fabrication communiquées à l'Intercommunale dans le cadre de ses activités.

La consultation a lieu au siège de l'Intercommunale durant les heures d'ouverture des bureaux.

Une copie des documents ainsi consultés peut être délivrée gratuitement sur simple demande écrite formulée à l'attention du Directeur général adjoint.

Le Conseil d'administration de l'Intercommunale qui décide de la gratuité de l'envoi des copies, pourra revoir sa décision en ce qui concerne la gratuité si des abus venaient à être constatés.

**5.2.** Les Conseillers communaux et provinciaux des Communes associées et de la Province peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale relatifs au Secteur dont le Comité de secteur constitue l'organe consultatif.

Afin de permettre aux services d'organiser cette visite dans les meilleurs conditions notamment de sécurité, le(s) conseiller(s) adresse(nt) une demande au Président de l'Intercommunale, et/ou au Président du Comité de Secteur, et/ou au Directeur général, et/ou au Directeur général adjoint, et/ou au Secrétaire général précisant les bâtiments et services de l'Intercommunale qu'il(s) souhaite(nt) visiter. Il y est donné suite dans les meilleurs délais.

**5.3.** Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les Conseillers communaux ou provinciaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévue par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Le présent règlement d'ordre intérieur est signé par tous les membres du Comité de Secteur, leurs suppléants et les observateurs,

à Arlon, le 31 octobre 2007

---

<sup>42</sup> par analogie à l'art. 44 al. 2 et 3 des statuts

<sup>43</sup> par analogie à l'art. 45 des statuts

<sup>44</sup> Art. 20 al. 3, 10 et 31 § 2 des statuts

Membres et membres suppléants du Comité de Secteur désignés par l(es) associé(s) communal(aux)

|             |                    |  |
|-------------|--------------------|--|
| ATTERT      | MEYER JEAN-MARIE   |  |
| AUBANGE     | HOTTON PATRICK     |  |
| BASTOGNE    | CREMER JEAN-CLAUDE |  |
| BERTOIGNE   | MOINET BERNARD     |  |
| BERTRIX     | HARDY MICHEL       |  |
| BOUILLON    | DENIS GUY          |  |
| CHINY       | DEBATY JOËLLE      |  |
| DAVERDISSE  | LEMAIRE JEAN       |  |
| DURBUY      | JAMAGNE LAURENCE   |  |
| EREZEE      | LOUIS JOSEPH       |  |
| FLORENVILLE | LAMBERT RICHARD    |  |
| GOUVY       | CAPRASSE BRIGITTE  |  |
| HERBEUMONT  | MATHELIN CATHERINE |  |
| HOUFFALIZE  | HENRARD ALPHONSE   |  |

|                     |                              |  |
|---------------------|------------------------------|--|
| LA ROCHE-EN-ARDENNE | GILLOTEAUX GUY               |  |
| LEGLISE             | GASCARD PIERRE               |  |
| LIBIN               | GUILLAUME JOSE               |  |
| LIBRAMONT           | LEJEUNE POL                  |  |
| MANHAY              | WILKIN GERARD                |  |
| MARTELANGE          | MASOIN-CHARLIER<br>VERONIQUE |  |
| MEIX-DEVANT-VIRTON  | FRANCOIS PASCAL              |  |
| MUSSON              | GUEBELS DANIEL               |  |
| NEUFCHATEAU         | ROBLAIN JACQUES              |  |
| PALISEUL            | MAZAY PIERRE                 |  |
| SAINTE-ODE          | TUAUX HERVE                  |  |
| SAINT-HUBERT        | BONMARIAGE CLAUDE            |  |
| SAINT-LEGER         | RONGVAUX ALAIN               |  |
| TELLIN              | MAGNETTE JEAN-PIERRE         |  |
| TENNEVILLE          | GAUTHIER MARC                |  |

|               |                  |  |
|---------------|------------------|--|
| TINTIGNY      | PIEDBOEUF BENOIT |  |
| VAUX-SUR-SURE | BESSELING YVES   |  |
| VIELSALM      | LEMAIRE RAYMOND  |  |
| VIRTON        | LACAVE DENIS     |  |
| WELLIN        | PONCIN ARTHUR    |  |
|               |                  |  |

|                  |                |  |
|------------------|----------------|--|
| FED. SECRETAIRES | PAQUAY JACQUES |  |
|------------------|----------------|--|

Membres du Comité de Secteur désignés par la Province

|          |              |  |
|----------|--------------|--|
| PROVINCE | MAHY THERESE |  |
|----------|--------------|--|

Observateurs

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

**Table des matières**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. Composition du Comité de secteur.....</b>  | <b>34</b> |
| <b>1.1. Membres de droit – représentants des associés - majorité communale / provinciale .....</b> | <b>34</b> |
| <b>1.2. Les membres .....</b>  | <b>35</b> |
| 1.2.1. Nomination .....  | 35        |
| 1.2.2. Désignation à la proportionnelle et qualité des membres .....                               | 35        |
| 1.2.3. Sexe .....  | 35        |
| 1.2.4. Membres suppléants .....  | 35        |
| <b>1.3. Les fonctions de Président, vice-Président(s), Secrétaire .....</b>                        | <b>35</b> |
| <b>1.4. Le(s) observateur(s) .....</b>   | <b>35</b> |
| <b>1.5. Durée du mandat – démission - révocation .....</b>   | <b>36</b> |
| <b>2. Pouvoirs et missions du Comité de secteur .....</b>  | <b>36</b> |
| <b>2.1. Droit d’initiative et avis conforme favorable .....</b>                                    | <b>36</b> |

|  |    |
|--|----|
| 2.2. Missions spécifiques .....  | 36 |
| 3. Fonctionnement du Comité de secteur .....   | 37 |
| 3.1. Fréquence, lieu et heure des réunions.....  | 37 |
| 3.2. Compétence de décider la convocation d'une réunion .....  | 37 |
| 3.3. Ordre du jour et textes de travail.....   | 37 |
| 3.4. Délai, forme et envoi de la convocation et des documents annexes .....                                    | 37 |
| 3.5. Consultation de pièces et demande d'informations techniques complémentaires .....                         | 38 |
| 3.6. Police des réunions – ouverture et clôture.....   | 38 |
| 3.7. Personnes autorisées à assister aux réunions – voix consultative.....                                     | 38 |
| 3.8. Déroulement des réunions .....  | 38 |
| 3.9. Quorum de présence .....  | 38 |
| 3.10. Procurations.....  | 39 |
| 3.11. Quorum de vote .....   | 39 |
| 3.12. Type de vote .....   | 39 |
| 3.13. Procès-verbal des réunions .....   | 39 |
| 3.13.1. Contenu du procès-verbal.....  | 39 |
| 3.13.2. Approbation du procès-verbal .....   | 39 |
| 3.13.3. Copies et extraits conformes du procès-verbal .....  | 40 |
| 3.13.4. Archives .....   | 40 |
| 3.14. Politique de communication .....   | 40 |
| 4. Les membres du Comité de secteur .....  | 40 |
| 4.1. Interdictions et incompatibilités.....  | 40 |
| 4.1.1. Interdiction faite à un membre d'un des organes de la société gestionnaire / concessionnaire .....      | 40 |
| 4.1.2. Interdictions faites à tout membre du Comité de secteur.....  | 40 |
| 4.1.3. Interdiction d'exercer plus de trois mandats exécutifs .....  | 40 |
| 4.1.4. Conflit d'intérêt direct et permanent .....   | 40 |
| 4.1.5. Membre du personnel de l'Intercommunale.....  | 41 |
| 4.2. Règles de déontologie et d'éthique .....  | 41 |
| 4.3. Responsabilité des membres du Comité de secteur .....   | 41 |
| 4.4. Jetons de présence – indemnité de fonction .....  | 41 |
| 4.5. Relations entre les membres, les observateurs, les invités permanents et les services de l'intercommunale | 42 |
| 5. Droit de consultation et de visite des membres des Conseils communaux et provinciaux .....                  | 42 |

**21<sup>ème</sup> OBJET : Travaux d'équipement du lotissement communal « A la Croix du Paquis » à Harnoncourt : avenant n° 2.**

Attendu la vétusté des trottoirs devant les maisons existantes Rue du Mersan à Harnoncourt ;

Attendu la modification du profil de la route, surélevé par rapport au rez-de-chaussée ;

Attendu qu'il est dès lors nécessaire de réaliser des travaux d'aménagement pour l'évacuation des eaux provenant de la route et des travaux de réfection des trottoirs attenants ;

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

**APPROUVE**, comme suit, l'avenant n° 2, dressé le 17 novembre 2007 par la S.P.R.L. GEOSPHERE, Rue Suzerain 30 à 6800 LIBRAMONT, auteur de projet, s'élevant au montant de 26.117,06 euros T.V.A.C. :

| N° | Désignation des travaux | Un. | P.U. | A bordereau de prix |        | A prix convenus |        |
|----|-------------------------|-----|------|---------------------|--------|-----------------|--------|
|    |                         |     |      | Quant.              | Sommes | Quant.          | Sommes |
|    |                         |     |      |                     |        |                 |        |

**TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES CONCERNANT L'AMENAGEMENT DEVANT LES MAISONS DE LA RUE DU MERSAN**

A. Travaux supplémentaires à prix convenus

|  |                |        |     |                  |
|--|----------------|--------|-----|------------------|
| 1./ Démolition des revêtements existants<br>en carrelages, béton ou rev. hydrocarboné<br>avec évacuation         | m <sup>2</sup> | 15,00  | 165 | 2.475,00         |
| 2./ Fourniture et pose de caniveau en béton<br>15 cm x 15 cm int. avec grille en fonte                           | m              | 201,06 | 40  | 8.042,40         |
| 3./ Tranchée pour conduite d'eau<br>d'alimentation de prairie à rembourser<br>par les propriétaires particuliers | m              | 17,00  | 15  | <u>255,00</u>    |
| TOTAL A :  |                |        |     | <b>10.772,40</b> |

B. Travaux en plus à prix soumission

|  |                |       |     |                  |
|--|----------------|-------|-----|------------------|
| 4./4 Déblais généraux en vue d'une<br>évacuation   | m <sup>3</sup> | 13,00 | 66  | 858              |
| 5./10 Démolition sélective de bordures<br>enterrées en béton préfabriqué, en<br>vue d'une évacuation   | m              | 5,00  | 40  | 200              |
| 6./11 Mise en site autorisé de terres  | m <sup>3</sup> | 4,00  | 66  | 264              |
| 7./14 Mise en C.T.A. de déchets valorisables<br>de construction et de démolition en<br>mélange<br>Code wallon des déchets : 17.09.04<br>Déchets de construction et démolition<br>en mélange,.... | t              | 25,00 | 6   | 150              |
| 8./77 Fondation en empierrement discontinu<br>de type III E, épaisseur : E = 27 cm   | m <sup>2</sup> | 9,03  | 165 | 1.489,95         |
| 9./80 Fondation en béton maigre poreux<br>épaisseur : E = 20 cm  | m <sup>2</sup> | 17,00 | 165 | 2.805            |
| 10./81 Revêtement en pavés de béton type A1<br>ou A2, rectangle ou carré, épaisseur :<br>E = 80 mm   | m <sup>2</sup> | 28,00 | 165 | 4.620            |
| 11./82 Sciage de pavés en béton pour terre-<br>plein aménagé   | m              | 6,50  | 40  | 260              |
| 12./83 Supplément pour pavés pour terre-<br>plein aménagé, colorés dans la couche<br>de revêtement (mortier et granulats)  | m <sup>2</sup> | 1,00  | 165 | <u>165</u>       |
| TOTAL B :  |                |       |     | <b>10.811,95</b> |

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| Solde en plus des travaux : | 21.584,35 euros |
| T.V.A. 21 % :               | 4.532,71 euros  |
| Solde en plus des travaux : | 26.117,06 euros |

ACCORDE un délai supplémentaire de 10 jours ouvrables à l'entrepreneur pour réaliser ces travaux supplémentaires.

La présente dépense sera imputée à l'article 421/73103-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2007.

**22<sup>ème</sup> OBJET : Echange de terrains sans soulte :**

**A./Commune de ROUVROY : terrain sis à ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, étant les lots 1 (4 a 50 ca), lot 2 (3 a 84 ca) et lot 3 (4 a 39 ca), partie des parcelles section B n° 80N et 77 F**

**Contre**

**B./ANTONIAZZI-GAVROY : terrain sis à ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, section B n° 715A (17 a 03 ca).**

Vu la délibération du Conseil Communal du 21 février 2007 ;

Vu la lettre du Service Public Fédéral FINANCES, Comité d'Acquisition d'Immeubles, Cité Administrative de l'Etat, Clos des Seigneurs 2 à 6840 NEUFCHÂTEAU, références 85047C211, reçue le 19 juin 2007, qui informe de l'estimation suivante :

Commune de ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt

- A. Partie de B77r, t, 80n et 79k de 12 a 30 ca (Commune) : 36.900 euros ;  
B. B715a de 17 a 03 ca (ANTONIAZZI-GAVROY) : 37.257 euros ;  
Avec soulte à payer à ANTONIAZZI-GAVROY : 357 euros.

Vu la promesse de cession d'immeuble par voie d'échange passée le 24 juillet 2007 par le Comité d'Acquisition d'Immeubles représentant la Commune de ROUVROY, avec Monsieur et Madame ANTONIAZZI-GAVROY, domiciliés Rue du Mersan 1 à 6767 HARNONCOURT ;

Vu la lettre du Service Public Fédéral FINANCES, Comité d'Acquisition d'Immeubles, Cité Administrative de l'Etat, Clos des Seigneurs 2 à 6840 NEUFCHÂTEAU, références 85047C211, datée du 25 juillet 2007, informant de la révision de son estimation, comme suit, en raison d'erreurs de contenance :

Commune de ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt

- A. Partie de B77r, t, 80n et 79k de 12 a 73 ca (Commune) : 38.190 euros  
Terrain communal :  $12 \text{ a } 73 \text{ ca} \times 30 = 38.190 \text{ euros}$  ;  
B. B715a de 17 a 03 ca (ANTONIAZZI-GAVROY) : 38.012 euros  
Terrain privé : partie bâissable :  $12 \times 50 \times 2 \times 30 = 36.000 \text{ euros}$   
Terrain de fonds :  $17 \text{ a } 03 \text{ ca} - (12 \times 50 \times 2) \times 4 \text{ euros} = 2.012 \text{ euros}$  ;

En raison de la faible différence de valeur, l'échange peut être réalisé sans soulte ;

Vu la lettre du Ministère de la Région wallonne, Direction générale des Pouvoirs locaux, Monsieur Philippe COURARD, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, Rue Van Opéré 95 à 5100 NAMUR, références Fin/P/Rouvroy/lc2/2007-1247, datée du 11 janvier 2008, informant de sa décision d'admettre la délibération du Conseil Communal du 21 février 2007 faisant l'objet d'une réclamation de Monsieur André BRACKMAN, Conseiller Communal, par expiration du délai légal d'annulation ;

Le Conseil Communal, *par 7 voix pour,*

*2 voix contre (A. BRACKMAN : pas d'accord sur le rapport d'expertise du Service Public Fédéral Finances ; J. LEPERE),*

**DECIDE** l'échange des terrains suivants à intervenir entre la Commune de ROUVROY et Monsieur Bruno ANTONIAZZI, né à Harnoncourt le 21 août 1952, et son épouse Madame Agnès, Marie, Madeleine, Ghislaine GAVROY, née à Namur le 17 juillet 1952, domiciliés Rue du Mersan 1 à 6767 HARNONCOURT :

A./Commune de ROUVROY : terrain sis à ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, étant les lots 1 (4 a 50 ca), lot 2 (3 a 84 ca) et lot 3 (4 a 39 ca), partie des parcelles section B n° 80N et 77 F

Contre

B./ANTONIAZZI-GAVROY : terrain sis à ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, section B n° 715A (17 a 03 ca).

L'échange a lieu sans soulte et pour cause d'utilité publique.

La Commune de ROUVROY aura la propriété du bien acquis par échange à compter du jour de la passation de l'acte authentique d'échange et en aura la jouissance à compter de la même date. Il est libre d'occupation.

Les biens seront échangés pour quittes et libres de toutes charges et hypothèques quelconques.

S'il y a lieu, l'abornement des biens échangés, le long de la propriété appartenant à chacun des copermutants, se fera, aux frais de la Commune, par un expert désigné du commun accord des parties.

Tous les frais des présentes et de l'acte authentique d'échange seront à charge de la Commune.

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office lors de la transcription de l'acte authentique d'échange.

La présente délibération sera transmise au Service Public Fédéral Finances, Comité d'Acquisition d'Immeubles, Cité Administrative de l'Etat, Clos des Seigneurs 2 à 6840 NEUFCHÂTEAU, pour passation de l'acte authentique d'échange.

**23<sup>ème</sup> OBJET : Lotissement communal « Ouyelis » à Harnoncourt.**

**Reprise par la Commune du lot n° 6, cadastré comme terrain à bâtir ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, section A, n° 68g (07 a 59 ca), suite à renonciation des propriétaires M. et Mme MUJALLI-IMJALLI.**

Vu la lettre des époux MUJALLI-IMJALLI, Rue des Hayettes 7 à 6747 CHÂTILLON, datée du 12 novembre 2007, propriétaires d'un terrain à bâtir, étant le lot n° 6 du lotissement communal « Ouyelis », acquis par acte reçu par le Comité d'Acquisition d'Immeubles à Neufchâteau en date du 17 octobre 2006, informant la Commune que :

- malgré les demandes à différentes banques, il leur a été impossible, eu égard à la faiblesse de leurs revenus, d'obtenir un crédit hypothécaire ;
- le couple vit séparé et compte introduire une instance en divorce ;
- ils ne pourront dès lors construire sur le terrain acquis ;

Vu le règlement voté par le Conseil Communal le 17 décembre 2003, fixant les conditions pour l'accession à la propriété et notamment l'obligation de construire contenu dans l'acte de vente sus vanté ;

Vu que le non respect de cette clause permet à la Commune d'exercer son droit de rétrocession aux frais de l'acquéreur moyennant le remboursement du prix d'achat ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Communal,

*A l'unanimité,*

**DECIDE** de reprendre le lot n° 6 étant la parcelle actuellement cadastrée comme terrain à bâtir, ROUVROY-2<sup>ème</sup> division-Harnoncourt, section A, n° 68g, pour une superficie de 07 a 59 ca, propriété des époux MUJALLI-IMJALLI, Rue des Hayettes 7 à 6747 CHÂTILLON, pour la somme de onze mille euros (11.000,00 euros), les frais d'acte étant à charge de ces derniers.

**CHARGE** le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la passation de l'acte authentique.

**24<sup>ème</sup> OBJET : Non création d'une C.C.A.T.M. (Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité).**

Notification est donnée au Conseil Communal de la délibération du Collège Communal du 14 novembre 2007 prenant acte de la non création de la C.C.A.T.M. en raison de la non obtention du nombre requis de membres pour la composer (12 membres, outre le président, pour une population de moins de vingt mille habitants).

**25<sup>ème</sup> OBJET : Octroi d'une prime communale à la sauvegarde et à la réalisation de toitures en tuiles romaines.**

Considérant qu'il convient d'accorder à tout propriétaire d'un immeuble, qu'il réside à titre principal ou secondaire sur la Commune de ROUVROY ou qu'il s'agisse d'une société, une prime communale pour la sauvegarde ou la réalisation de toitures en tuiles romaines étant entendu que l'objectif visé est de sauvegarder le patrimoine architectural particulier des villages de la Commune ;

Le Conseil Communal,

**DECIDE** de revoir, comme suit<sup>45</sup>, son règlement arrêté en séance du 23 octobre 2003 :

*Le Conseil Communal, à l'unanimité,*

*Considérant qu'il convient de sauvegarder le patrimoine architectural particulier de nos villages ;*

**DECIDE :**

**Article 1.**

*Une prime communale sera octroyée à tout propriétaire d'un immeuble (personne physique ou morale) situé sur la Commune de ROUVROY pour la sauvegarde ou la réalisation de sa toiture en tuiles romaines.*

**Article 2.**

---

<sup>45</sup> Article 1 : remplacement de la mention « résidant à titre principal ou secondaire » par la mention « personne physique ou morale ».

*Le montant de la prime s'élèvera à 25 % du coût total des travaux H.T.V.A., concernant les postes relatifs au démontage, à la fourniture, à la pose et au faîtage des tuiles, et à 10 % du coût total des travaux H.T.V.A., concernant la charpente. L'intervention est plafonnée à un montant de 7.500 euros.*

### **Article 3.**

*Elle sera accordée pour tous types de bâtiments (habitations, granges,...). Les constructions devront avoir au minimum 30 m<sup>2</sup> de couverture. Les travaux devront concerner au moins un versant de l'immeuble et ne pourront être effectués que par des entreprises enregistrées.*

### **Article 4.**

*La prime pour la sauvegarde-entretien des toitures en tuiles romaines pourra être accordée tous les 10 ans.*

### **Article 5.**

*Ce règlement entre en vigueur à dater de ce jour et est prorogé pour les années suivantes pour autant que des crédits budgétaires soient inscrits à l'article 922/33103/01.*

### **Article 6.**

*Cette prime sera octroyée sur base d'une facture détaillée correspondant à un devis poste par poste à remettre à l'Administration Communale préalablement à la réalisation des travaux.*

## **POINT SUPPLEMENTAIRE EN URGENCE A LA DEMANDE DE LA MAJORITE.**

### **26<sup>ème</sup> OBJET : Travaux d'urgence de remplacement de la conduite d'égouttage rue de l'ermitage à Torgny.**

Le Conseil communal,

Réuni en séance publique,

Vu la délibération du Collège Communal du 23 janvier 2008, chargeant la SA N. HISSETTE à Saint-Léger de procéder au remplacement (+/- 50 m) de la conduite d'égouts rue de l'Ermitage à Torgny, attendu que cette entreprise est déjà sur place pour d'autres travaux et que sa remise de prix pour travail en régie est la moins disante ;

Considérant que cette décision doit faire l'objet d'une ratification en séance du Conseil communal ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation ;

**RATIFIE**, par 5 voix pour,

- 1 non, (A. Brackman : prix surélevés),
- 3 abstentions (F. Schmitz, J.Lepère, C. Férir),

- la décision du Collège communal du 23 janvier 2008.

Un crédit de 40.000,00 € sera inscrit à l'article 877/73205-60 du budget extraordinaire 2008.

## **HUIS CLOS.**

**1<sup>er</sup> OBJET : Désignation d'une institutrice primaire (5/24 périodes/semaine), à titre temporaire, du 11 janvier au 14 avril 2008, dans un emploi non vacant, dans l'implantation scolaire communale de Dampicourt : ratification par le Conseil Communal.**

**2<sup>ème</sup> OBJET : Désignation d'une institutrice primaire (12/24 périodes/semaine), à titre temporaire, du 14 janvier au 14 avril 2008, dans un emploi non vacant, dans l'implantation scolaire communale de Dampicourt : ratification par le Conseil Communal.**

**3<sup>ème</sup> OBJET :** Demande d'une institutrice primaire pour un congé parental du 28 janvier au 21 mars 2008 : ratification par le Conseil Communal.

**4<sup>ème</sup> OBJET :** Prolongation de la désignation d'une institutrice primaire (24/24 périodes/semaine), dans un emploi non vacant, jusqu'au 21 mars 2008, dans l'implantation scolaire communale de Lamorteau : ratification par le Conseil Communal.

Séance du Conseil Communal du 10 octobre 2007, point 2 a) déclassement d'une partie (22 ca) Rue de l'Anglissant pour cession à la S.A. CONNECTIMMO à 1000 BRUXELLES, pour y implanter un local technique V.D.S.L. :

Monsieur A. BRACKMAN, Conseiller Communal, fait remarquer que les textes repris d'une part sur le projet de délibération tel qu'il a été présenté et approuvé en Conseil Communal et d'autre part dans le procès-verbal de la réunion du Conseil Communal, sont incohérents. Il attend des informations sur ce sujet.

Monsieur S. HERBEUVAL, Bourgmestre, rappelle qu'il y a bel et bien eu une différence en cours de Conseil pour tenir compte de la demande de CONNECTIMMO d'avoir le terrain en bail emphytéotique et non plus en propriété.

Aucune remarque n'ayant été émise en cours de séance, le procès-verbal de la séance du 13 novembre 2007 est considéré approuvé sans observation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à : 22 h 35.

PAR LE CONSEIL :

La Secrétaire communale ff.,  
I. HANIN

Le Président,  
S. HERBEUVAL